

FIDA RAPPORT ANNUEL 2019



 **FIDA**
Investir dans les
populations rurales





Avant-propos du Président

Depuis le début de l'année 2020, l'attention s'est largement portée, à l'échelle mondiale, sur la pandémie de COVID-19. Cette période difficile nous rappelle toute l'importance de la coopération internationale et la nécessité d'avoir un système multilatéral solide.

Bon nombre de nos problèmes d'envergure mondiale – tels que la maladie, la faim, les inégalités, les conflits et la fragilité – ne peuvent être résolus que par l'action collective des États.

Par ailleurs, nous avons pris pleinement conscience du fait qu'en situation de crise, ce sont les populations pauvres et vulnérables qui souffrent le plus. Lorsque les économies entrent en récession, les personnes qui occupent des emplois informels et précaires – souvent des femmes et des jeunes – ainsi que les dirigeants de petites et moyennes entreprises sont généralement les plus durement touchés. Et les personnes qui vivent dans des pays ne disposant pas de ressources suffisantes pour lutter contre les crises sont encore plus vulnérables. Dans ce contexte, il est essentiel, en parallèle avec la fourniture nécessaire d'une aide d'urgence, que la communauté mondiale continue de répondre aux besoins des plus vulnérables, de sorte que lorsque la prochaine crise éclatera, nous soyons mieux à même de protéger ceux qui risquent le plus d'être laissés pour compte.

Il est encourageant de voir que nos investissements dans des activités favorisant l'amélioration des moyens d'existence et une plus grande résilience des populations rurales les ont rendues mieux à même de faire face à la pandémie de COVID-19.

En 2019, les nouvelles approbations de projets et de programmes du FIDA ont atteint le montant record de 1,67 milliard d'USD, ce qui nous a permis de faire davantage pour améliorer les conditions de vie actuelles des populations rurales, et pour bâtir un avenir durable pour leurs familles et leurs communautés.

Or, la pandémie – notamment ses conséquences socioéconomiques – menace les acquis du développement. Nous avons donc pris un ensemble coordonné de mesures – dans le cadre du dispositif d'action global des Nations Unies mis en place pour faire face aux conséquences de la pandémie – en vue de protéger les moyens d'existence des ruraux des effets de la crise, notamment en créant un Mécanisme de relance en faveur des populations rurales pauvres qui vise à lutter contre les perturbations à court terme des activités rurales, l'accent étant mis sur les systèmes alimentaires. S'il est vrai que l'activité du FIDA porte principalement sur le développement durable à moyen et à long terme, et non sur l'aide humanitaire d'urgence, nous avons un rôle essentiel à jouer pour renforcer la résilience des populations rurales aux impacts des crises, à court et à long terme.

L'adaptation du FIDA aux défis actuels

À l'échelle mondiale, 79% des personnes les plus pauvres vivent en milieu rural, la plupart d'entre elles tirant leurs revenus de l'agriculture paysanne. Ces ruraux pauvres sont, pour beaucoup, des acheteurs nets de denrées alimentaires. C'est aussi dans les zones rurales que vivent la plupart de ceux qui souffrent le plus de la faim.

Ces questions structurelles doivent être prises en compte dans notre riposte à la pandémie de COVID-19 et pendant la phase de relèvement. Nous ne pouvons pas nous permettre de gérer les urgences au coup par coup. Nous devons hiérarchiser les investissements et les politiques à mettre en place de sorte que, lorsque la prochaine crise frappera – qu'il s'agisse d'une pandémie mondiale ou d'un phénomène météorologique local –, les personnes, les économies et l'environnement soient suffisamment résilients et en mesure d'éviter les pires conséquences.

Dans un monde en mutation rapide, le mandat du FIDA conserve toute sa pertinence. Les progrès accomplis en 2019 tirent parti de récentes réformes institutionnelles visant à maximiser la contribution du FIDA à l'élimination de la pauvreté et de la faim. Nous avons poursuivi le processus de décentralisation et avons entrepris de passer d'une démarche axée sur des projets uniques à des approches plus globales pour traiter les problèmes systémiques.

Un certain nombre de mesures ont été prises pour renforcer les principaux domaines d'activité en vue de préparer la Douzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA12). Pour pouvoir intensifier notre action, nous poursuivons en outre l'élaboration d'un cadre financier associant les contributions aux reconstitutions à des financements par l'emprunt. Si les contributions à la reconstitution des ressources vont demeurer le socle du modèle financier du FIDA, le nouveau cadre nous permettra d'accroître notre programme de prêts et dons et d'atteindre davantage de personnes vivant en milieu rural dans le monde. En parallèle, nous renforçons l'approche globale du FIDA en matière de gestion des risques institutionnels, et notamment notre cadre de gestion des risques financiers pour assurer la viabilité financière de notre nouveau modèle.

En 2019, nous avons instauré une solide Politique d'adéquation des fonds propres qui renforce la gestion de nos actifs et passifs pour protéger notre bilan et atténuer les risques financiers liés à l'emprunt. En outre, la Stratégie de collaboration du FIDA avec le secteur privé 2019-2024 a été approuvée. Cette stratégie nous aidera à mobiliser des ressources supplémentaires en sollicitant des partenaires du secteur privé en mesure d'investir en zone rurale. Une autre initiative visant à réunir des investissements axés sur le monde rural, et mettant l'accent sur la création d'emplois destinés aux jeunes, a été le lancement du Fonds d'investissement pour l'entrepreneuriat agricole (Fonds ABC), lors du Conseil des gouverneurs du FIDA de 2019, par le FIDA, l'Union européenne, le Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, l'Alliance pour une révolution verte en Afrique et le Gouvernement luxembourgeois.

Nous devons en outre continuer à améliorer la qualité de notre programme de prêts et dons. En 2019, une grande attention a été portée, au FIDA, à la qualité de la conception. Nous avons renforcé notre processus d'assurance qualité pour améliorer la qualité "initiale" des stratégies de pays, des projets financés par des prêts et des activités financées par des dons. Nous avons encore rationalisé nos processus de conception et d'examen, de sorte que les enseignements tirés soient largement diffusés pour éclairer la conception des futurs projets.

L'amélioration de la qualité de notre travail implique nécessairement, par ailleurs, le développement des compétences et des capacités du personnel dans le contexte de notre adaptation à un modèle opérationnel décentralisé et doit nous permettre de faire non seulement plus, mais mieux. Tout au long de l'année 2019, nous avons aidé les membres du personnel à développer des



©FIDA/Susan Beccio

compétences pour qu'ils s'adaptent à l'évolution des besoins du Fonds, par exemple avec un nouveau programme de perfectionnement des compétences d'encadrement destiné aux supérieurs hiérarchiques, un programme d'accompagnement des cadres destiné aux directeurs, des programmes d'acquisition de qualifications professionnelles permettant d'obtenir la Certification de la Fédération internationale de coaching, et une plateforme élargie d'apprentissage en ligne.

En outre, pour renforcer nos efforts d'autonomisation des populations rurales dans le cadre de nos interventions, nous avons accordé la priorité aux initiatives axées sur nos thèmes prioritaires, à savoir les changements climatiques et l'environnement, l'égalité des sexes, les jeunes, et la nutrition. De nouveaux outils et de nouvelles démarches ont ainsi été élaborés:

- une version améliorée des Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC);
- une version révisée des directives en matière de ciblage;
- un nouveau cadre pour la transformation;
- l'adaptation des méthodes axées sur les ménages pour y intégrer les questions relatives aux jeunes, à la nutrition, et à l'environnement et aux changements climatiques;
- un nouveau Plan d'action en faveur des jeunes.

Je note avec satisfaction que les résultats de 2019 montrent que nous avons dépassé nos objectifs concernant les quatre thèmes prioritaires établis pour FIDA11.

C'est aussi en 2019 qu'a été créée l'Unité du changement, de la réalisation et de l'innovation, ce qui a ouvert la voie à une reconfiguration des processus opérationnels visant à alléger les formalités administratives et à promouvoir un environnement de travail efficient et positif. Une nouvelle approche ascendante a été suivie pour préparer le budget dans le contexte de l'évolution du FIDA vers un environnement opérationnel plus décentralisé, et nous avons mis en œuvre avec succès un nouvel outil de planification budgétaire, Oracle Hyperion, rationalisant ainsi le processus budgétaire et le rendant moins sujet aux erreurs.

Ces améliorations en matière d'efficacité, notamment, nous ont permis de prévoir un programme de prêts et dons plus élevé, de 1,67 milliard d'USD, avec un budget administratif à croissance nulle.

Alors que FIDA12 approche, nous sommes pleinement conscients que le monde – et les défis auxquels font face les populations rurales – a connu de profonds changements.

La pandémie de COVID-19 menace les progrès accomplis dans le domaine du développement et rend nécessaires des investissements ciblés pour éviter que la crise sanitaire ne se double d'une crise alimentaire et d'une recrudescence de la pauvreté. Le FIDA, en coordination avec le système des Nations Unies, a réagi rapidement dans le contexte de son travail et de son mandat en cours, et en s'appuyant sur son expérience des situations de fragilité, en situation de crise et d'après-crise. Nous sommes déterminés à faire le nécessaire pour que les populations rurales auprès desquelles nous intervenons ne retombent pas dans la pauvreté et la faim.

Grâce aux mesures essentielles qui ont été prises en 2019, nous sommes à même de soutenir les efforts de relance des économies rurales du monde de l'après-COVID-19, et de lutter contre les effets à court terme de la crise. Après avoir renforcé notre présence dans les pays, intensifié nos travaux aux fins de l'intégration des principaux thèmes transversaux, réformé notre cadre financier et amélioré l'efficacité globale de notre action, nous sommes bien placés pour continuer à accentuer nos efforts en vue de mettre fin à la pauvreté et à la faim dans un monde en évolution. De plus, nous restons convaincus que les ruraux, femmes et hommes, avec qui nous travaillons sont les principaux acteurs qui nous permettront à tous d'atteindre ces objectifs.

GILBERT F. HOUNGBO
Président du FIDA

PORTEFEUILLE EN COURS

Où intervient le FIDA

203
projets en cours



Financement du FIDA
7,5 milliards d'USD



Contributions nationales
5,8 milliards d'USD



Cofinancement international
3,4 milliards d'USD



Amérique latine et Caraïbes
28 projets en cours dans 17 pays
Financement du FIDA en cours: 553,8 millions d'USD

Afrique de l'Ouest et du Centre
38 projets en cours dans 20 pays
Financement du FIDA en cours: 1 639,3 millions d'USD

Afrique orientale et australe
43 projets en cours dans 16 pays
Financement du FIDA en cours: 1 684,2 millions d'USD

Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe
35 projets en cours dans 17 pays et Gaza et la Cisjordanie
Financement du FIDA en cours: 984,7 millions d'USD

Asie et Pacifique
59 projets en cours dans 20 pays
Financement du FIDA en cours: 2 628,8 millions d'USD

Siège du FIDA
 Bureau de pays du FIDA
 Pôle régional
 Centre régional de savoir et de coopération Sud-Sud et triangulaire
 Bureau satellite

OPÉRATIONS INTERNATIONALES, PAR RÉGION

Asie et Pacifique

ÉLÉMENTS MARQUANTS DE LA GESTION DU PORTEFEUILLE

59 PROGRAMMES ET PROJETS EN COURS

en partenariat avec 20 pays dans la région à la fin de 2019

8 NOUVEAUX PROGRAMMES ET PROJETS

en Afghanistan, au Bangladesh, au Cambodge, en Indonésie (2 projets), en République démocratique populaire lao, à Samoa et à Sri Lanka

1 NOUVEAU programme d'options stratégiques pour le pays, pour le Viet Nam

2 628,8 millions d'USD

INVESTIS PAR LE FIDA dans le portefeuille régional en cours

359,1 millions d'USD

APPROUVÉS EN 2019 POUR DE NOUVEAUX PROJETS

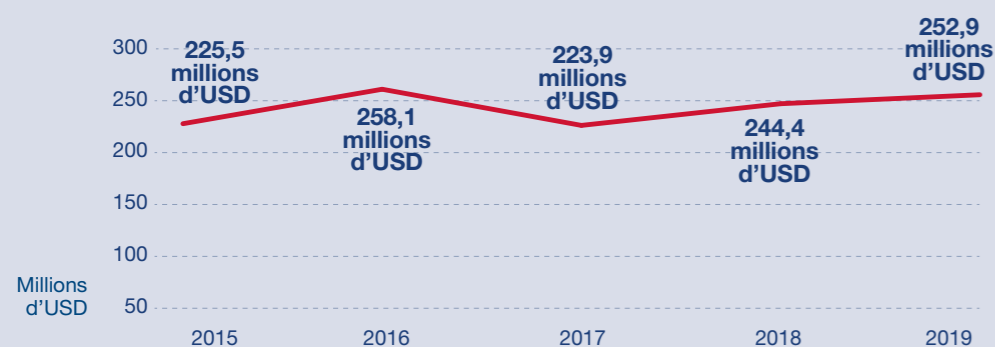
36 PAYS

Afghanistan – 2
Bangladesh – 7
Bhoutan – 1
Cambodge – 4
Chine – 4
Fidji
Îles Cook
Îles Marshall
Îles Salomon – 1
Inde – 7
Indonésie – 5
Iran (République islamique d')
Kiribati – 1
Malaisie
Maldives
Micronésie (États fédérés de)
Mongolie – 1
Myanmar – 3
Nauru
Népal – 3
Nioué
Pakistan – 3
Palau
Papouasie-Nouvelle-Guinée – 2
Philippines – 5
République de Corée
République démocratique populaire lao – 3
République populaire démocratique de Corée
Samoa – 1
Sri Lanka – 2
Thaïlande
Timor-Leste
Tonga – 1
Tuvalu
Vanuatu
Viet Nam – 3

Les chiffres correspondent au nombre de programmes et projets en cours d'exécution

📌 Pays bénéficiant actuellement de dons au titre de l'ASAP

MONTANT ANNUEL DES DÉCAISSEMENTS RELATIFS À DES PRÊTS ET À DES DONNÉS AU TITRE DU CADRE POUR LA SOUTENABILITÉ DE LA DETTE



PAKISTAN

Le Projet de réduction de la pauvreté dans le sud du Penjab a pratiquement éliminé l'extrême pauvreté dans sa zone cible. Associant protection sociale, formation et développement des infrastructures, il met aussi l'accent sur l'autonomisation des femmes.



2 472 logements fonctionnant à l'énergie solaire avaient été construits



9 857 toilettes avaient été construites

Fin 2019: Le taux de pauvreté était passé de

58% à 4%



80% des personnes formées avaient trouvé un emploi



Malgré une croissance économique solide – bien qu'en perte de vitesse –, la région Asie et Pacifique devra relever d'immenses défis pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD). Les inégalités et l'exclusion continuent de freiner les progrès – en particulier dans les zones rurales, où les effets des changements climatiques menacent de plus en plus les moyens d'existence. En effet, à l'échelle mondiale, 45% des catastrophes liées au climat se produisant dans la région, la résilience face aux changements climatiques, tout comme la lutte contre l'exclusion, est ici l'un des domaines prioritaires du FIDA.

Mais c'est aussi une région qui continue de se transformer rapidement, offrant ainsi des possibilités à ceux qui n'ont pas encore bénéficié de la croissance des dernières décennies. Cette croissance de longue durée a permis aux États d'investir dans les communications, les transports et les programmes de protection sociale. En outre, la progression des revenus et l'expansion de la classe moyenne font évoluer la demande en ce qui concerne la quantité et le type d'aliments consommés. Grâce à des approches programmatiques axées sur les femmes et les jeunes des zones rurales, l'adaptation des communautés rurales aux changements climatiques, et l'amélioration de la situation nutritionnelle, le FIDA promeut des modèles de transformation qui ne laissent personne pour compte.

Approches soucieuses de l'égalité des genres dans le développement des infrastructures au Pakistan

Le Projet de réduction de la pauvreté dans le sud du Penjab a réduit la prévalence de l'extrême pauvreté dans les zones cibles, ainsi passée de 58% à 4%. Pour y parvenir, le FIDA a suivi une approche globale axée sur l'autonomisation des femmes, le développement d'infrastructures climatiqement rationnelles et l'organisation sociale. Le projet a fourni des maisons fonctionnelles et résilientes face aux changements climatiques, équipées de l'eau courante, de toilettes et de l'énergie solaire à 2 472 familles – toutes les unités d'habitation ayant été inscrites au nom des femmes participant au projet. Le fait d'être propriétaires de leur logement a renforcé le statut des femmes dans leur famille et dans la communauté, ainsi que leur participation à la prise de décisions.

Améliorer la nutrition en République démocratique populaire lao

Le Projet d'appui stratégique en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition réalisé en

République démocratique populaire lao est un bon exemple des activités menées par le FIDA dans le domaine de la nutrition. Dans ce projet, le Fonds et ses partenaires promeuvent la diversification du régime alimentaire, dominé par le riz, en finançant la production d'aliments nutritifs. Les petits agriculteurs apprennent des techniques agricoles tenant compte des enjeux nutritionnels et apprennent à préparer des repas nutritifs dans des fermes-écoles pour la nutrition établies dans plus de 140 villages. Le projet devrait bénéficier à près de 200 000 personnes.

Solutions climatiques au Cambodge

Dans le domaine de l'action climatique, le FIDA intervient dans 20 provinces cambodgiennes pour aider les petits exploitants à accéder à une source d'énergie propre et renouvelable. Quelque 3 000 digesteurs de biogaz sont en cours d'installation, tandis que des panneaux et réseaux solaires ainsi que des générateurs et pompes solaires sont en cours d'expérimentation sur le terrain. Ces mesures permettent aux populations locales de tirer parti de nouvelles possibilités. Par exemple, l'un des participants aux tests utilise l'énergie solaire pour élever des criquets destinés à être vendus à des restaurants. Un autre utilise une pompe à air à énergie solaire pour oxygéner l'eau de son étang de pisciculture. Et ces solutions novatrices alimentent des fours et des fourneaux en carburant propre, réduisant ainsi la demande de bois et contribuant à la lutte contre la déforestation. Ce projet devrait aboutir à une réduction des émissions de gaz à effet de serre équivalente à près d'un demi-million de tonnes de CO₂ par an.

Travailler avec les jeunes au Bangladesh

S'agissant des jeunes, le FIDA concentre son action sur la création de possibilités par le développement des capacités. Au Bangladesh, le FIDA a aidé environ 20 000 jeunes à trouver un emploi grâce à des formations axées sur les compétences recherchées sur le marché local. Le projet de formation professionnelle du FIDA a permis aux participants de devenir des professionnels qualifiés – soudeurs, électriciens, plombiers, chauffeurs et artisans –, tous certifiés par le Conseil national de développement des compétences du Bangladesh. Parmi eux, environ 80% ont trouvé un emploi, et les autres ont créé leur propre entreprise avec l'appui du projet.

OPÉRATIONS INTERNATIONALES, PAR RÉGION

Afrique orientale et australe

ÉLÉMENTS MARQUANTS DE LA GESTION DU PORTEFEUILLE

43 PROGRAMMES ET PROJETS EN COURS

en partenariat avec 16 pays dans la région à la fin de 2019

10 NOUVEAUX PROGRAMMES ET PROJETS

en Angola, en Éthiopie (2 projets), au Lesotho, au Malawi, au Mozambique (2 projets), en Ouganda et au Rwanda (2 projets)

4 NOUVEAUX programmes d'options stratégiques pour le pays, pour le Kenya, le Lesotho, le Rwanda et la Zambie

1 684,2 millions d'USD

INVESTIS PAR LE FIDA dans le portefeuille régional en cours

452 millions d'USD

APPROUVÉS EN 2019 POUR DE NOUVEAUX PROJETS

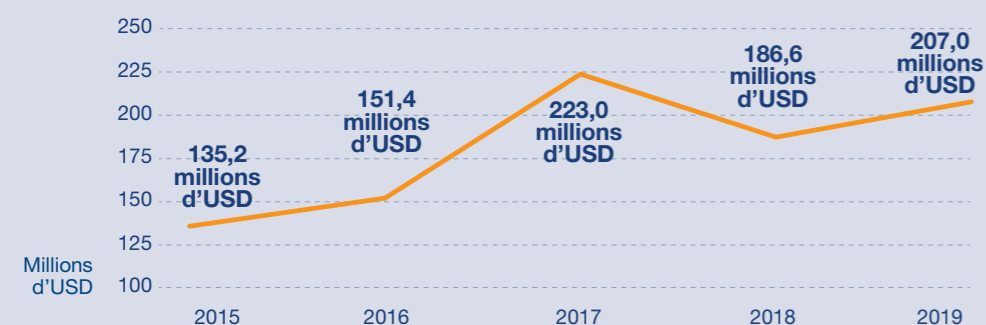
22 PAYS

Afrique du Sud
Angola – 3
Botswana
Burundi – 5
Comores – 1
Érythrée – 2
Eswatini – 2
Éthiopie – 3
Kenya – 3
Lesotho – 2
Madagascar – 4
Malawi – 3
Maurice
Mozambique – 3
Namibie
Ouganda – 3
République-Unie de Tanzanie – 1
Rwanda – 4
Seychelles
Soudan du Sud
Zambie – 3
Zimbabwe – 1

Les chiffres correspondent au nombre de programmes et projets en cours d'exécution

📍 Pays bénéficiant actuellement de dons au titre de l'ASAP

MONTANT ANNUEL DES DÉCAISSEMENTS RELATIFS À DES PRÊTS ET À DES DONNS AU TITRE DU CADRE POUR LA SOUTENABILITÉ DE LA DETTE



En Afrique orientale et australe, les jeunes de moins de 24 ans représentent la part la plus importante de la population, tandis que dans l'ensemble de l'Afrique, on estime que d'ici à 2030, 30 millions de jeunes arriveront chaque année sur le marché du travail. Comme indiqué dans le *Rapport sur le développement rural 2019*, intitulé "Donner leur chance aux jeunes ruraux", les jeunes ont un rôle essentiel à jouer dans la réalisation des ODD. La création de possibilités économiques pour les jeunes, femmes et hommes, est donc de plus en plus considérée comme prioritaire dans les activités du FIDA.

Une autre priorité consiste à lutter contre les inégalités, souvent importantes, qui persistent entre les femmes et les hommes dans les zones rurales de la région, et qui pèsent sur les moyens d'existence des femmes et des enfants – ainsi que sur le développement des communautés rurales en général. Une place privilégiée a donc été accordée à l'autonomisation des femmes dans tous les projets tout au long de l'année, le FIDA ayant eu de plus en plus recours, dans cette optique, à des approches sur mesure comme les méthodes axées sur les ménages. En 2019, une grande attention a également été portée à l'appui aux populations rurales de la région pour qu'elles s'adaptent aux effets de plus en plus déstabilisants des changements climatiques régionaux.

Placer les jeunes au cœur des projets

Le FIDA adapte la grande majorité des nouveaux projets qu'il mène dans la région pour y faire participer les jeunes, femmes et hommes. Ainsi, 67% des nouveaux projets comportent désormais des activités, stratégies et ressources spécifiques de façon à ce que les jeunes puissent en bénéficier. À Madagascar, le Programme de formation professionnelle et d'amélioration de la productivité agricole cible des jeunes en leur proposant un large éventail de possibilités de scolarisation et de formation associées à un appui technique et financier pour la création d'activités génératrices de revenus. Ce programme a permis à 52 154 jeunes de bénéficier d'une formation professionnelle et a contribué à créer 19 033 emplois.

S'attaquer aux causes des inégalités de genre

En 2019, toutes les nouvelles interventions ont été conçues de façon à ce que les femmes soient équitablement représentées, tant sur le plan du

nombre que des fonctions assumées, par exemple grâce à leur adhésion aux organisations paysannes. À Madagascar, le Projet d'appui aux organisations professionnelles et aux services agricoles a doublé le nombre de femmes associées à la prise de décisions, leur proportion étant passée de 37% à 74%.

Les projets ont par ailleurs renforcé l'utilisation de méthodes axées sur les ménages comme le système d'apprentissage interactif entre les sexes (GALS) pour promouvoir l'égalité des sexes dans la prise de décisions au sein des ménages. Le système GALS vise à analyser et à abolir les obstacles fondés sur le genre au sein des ménages, pour permettre aux femmes et aux hommes de mieux contrôler leur vie et de collaborer à partir de visions communes.

Renforcer la résilience face aux changements climatiques

L'Afrique subsaharienne étant l'une des régions les plus menacées par les changements climatiques, les ressources de cofinancement destinées à l'action environnementale et climatique ont été intégrées en totalité aux nouveaux projets. Par ailleurs, des évaluations plus rigoureuses des risques climatiques ont été menées. Dans cette optique, le FIDA s'est associé avec l'Université du Cap pour entreprendre des évaluations de la vulnérabilité climatique.

Pour les projets approuvés en 2019, les financements climatiques représentaient 25,7% du total des financements du FIDA. En outre, le Fonds fait équipe avec des acteurs publics et privés aux niveaux local et international pour promouvoir des approches novatrices visant à permettre aux populations rurales de bénéficier de financements climatiques. Par exemple, au Kenya, le FIDA collabore avec le gouvernement national, Coca Cola, des autorités locales en charge de la gestion de l'eau et des centres de recherches internationaux dans le cadre du Fonds pour l'eau dans le Haut Tana-Nairobi. Cette initiative met à la disposition des petits exploitants locaux des technologies et des formations leur permettant de contribuer aux travaux de protection des riches écosystèmes entourant le fleuve Tana – et d'en bénéficier. En Éthiopie, le FIDA collabore avec le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) pour permettre aux femmes d'avoir accès à des semences de blé améliorées et à de bonnes pratiques agricoles visant à accroître la productivité tout en promouvant une approche durable et intelligente face au climat.

RWANDA

Le Projet d'amélioration des revenus ruraux grâce aux exportations a permis à des petits agriculteurs de tirer profit de **marchés d'exportation** grâce à un meilleur **accès à la formation, au crédit et à la technologie**. Des exploitants des filières du café, du thé, de la sériciculture et de l'horticulture ont ainsi vu leurs revenus augmenter.

Fin 2019:

149 335 personnes avaient été formées aux pratiques et aux technologies de production

69% des personnes formées étaient des femmes

Les planteurs de café ont vu leurs revenus augmenter de **32%**



18 449 personnes ont pu avoir accès au crédit



OPÉRATIONS INTERNATIONALES, PAR RÉGION

Amérique latine et Caraïbes

ÉLÉMENTS MARQUANTS DE LA GESTION DU PORTEFEUILLE

28 PROGRAMMES ET PROJETS EN COURS

en partenariat avec 17 pays dans la région à la fin de 2019


553,8 millions d'USD

INVESTIS PAR LE FIDA dans le portefeuille régional en cours

33 PAYS

Antigua-et-Barbuda
Argentine – 2
Bahamas
Barbade
Belize – 1
Bolivie (État plurinational de) - 1
Brésil – 5
Chili
Colombie – 1
Costa Rica
Cuba – 2
Dominique
El Salvador - 1
Équateur - 3
Grenade – 1
Guatemala
Guyana – 1
Haïti – 1
Honduras – 1
Jamaïque
Mexique – 2
Nicaragua - 2
Panama
Paraguay - 2
Pérou – 1
République dominicaine – 1
Sainte-Lucie
Saint-Kitts-et-Nevis
Saint-Vincent-et-les Grenadines
Suriname
Trinité-et-Tobago
Uruguay
Venezuela (République bolivarienne du)

Les chiffres correspondent au nombre de programmes et projets en cours d'exécution

 Pays bénéficiant actuellement de dons au titre de l'ASAP

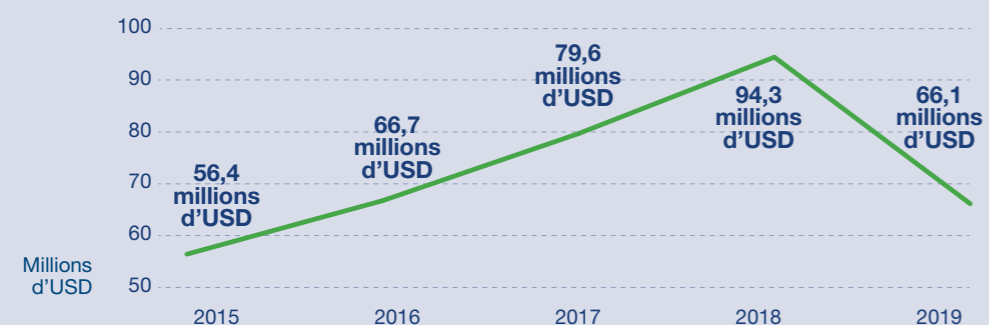
2 NOUVEAUX PROGRAMMES ET PROJETS

au Brésil et à Cuba

39,5 millions d'USD

APPROUVÉS EN 2019 POUR DE NOUVEAUX PROJETS

MONTANT ANNUEL DES DÉCAISSEMENTS RELATIFS À DES PRÊTS ET À DES DONNS AU TITRE DU CADRE POUR LA SOUTENABILITÉ DE LA DETTE



5 000 femmes autochtones. Ces groupes sont parvenus à mobiliser plus de 1,3 million d'USD de ressources qui sont désormais utilisées pour proposer des microcrédits dans une région où il n'existe pas de services financiers formels destinés aux communautés autochtones.

Faire participer les jeunes

Dans l'État plurinational de Bolivie, le Programme d'intégration économique en faveur des familles et des communautés rurales dans le territoire de l'État plurinational de Bolivie (ACCESOS) a montré que la participation des jeunes pouvait contribuer à faire reculer les préjugés et normes sexistes. Le projet a établi un quota de 50% pour les jeunes, ceux-ci se montrant moins contraints par la répartition traditionnelle des rôles entre les sexes que les adultes plus âgés. Cela a permis de faire monter à 55% le taux de participation des femmes aux activités du projet. C'est l'une des nombreuses raisons pour lesquelles les activités du FIDA se concentrent de plus en plus sur les jeunes.

En effet, la jeunesse a été particulièrement ciblée par les projets menés par le FIDA dans les Caraïbes. En Haïti, un programme de dons mis en œuvre en collaboration avec la FAO a aidé des jeunes à élaborer des plans d'activité. À Grenade, le Programme en faveur de l'agriculture climatiquement rationnelle et des entreprises rurales, lancé en 2019 pour une durée de cinq ans, propose des formations professionnelles à des jeunes sans emploi ou sous-employés.

S'adapter aux conséquences des changements climatiques

L'adaptation aux changements climatiques, qui passe souvent par l'utilisation de technologies novatrices, est un autre volet important des activités du FIDA. En témoigne le Projet d'adaptation aux marchés et au changement climatique réalisé au Nicaragua, où une unité technique a été créée pour appuyer l'adaptation aux effets des changements climatiques. L'unité agrométéorologique collecte des données à partir d'un vaste réseau de stations réparties dans tout le pays, ce qui lui permet d'élaborer et de diffuser des bulletins météorologiques au moyen des réseaux sociaux, d'internet et des radios communautaires. Les organisations paysannes sont ensuite aidées pour élaborer des réponses judicieuses du point de vue du climat.

En Amérique latine et dans les Caraïbes, bien que la transformation économique soit relativement avancée, les inégalités et l'exclusion restent des défis de taille. Le FIDA renforce donc ses interventions dans la région pour lutter contre l'exclusion des groupes risquant d'être laissés de côté. C'est pourquoi, en 2019, le FIDA a veillé en priorité à ce qu'un nombre croissant de femmes, de jeunes et de peuples autochtones bénéficient de ses projets et de ses programmes. Permettre aux populations rurales de s'adapter aux effets des changements climatiques est une autre priorité jugée essentielle pour lutter contre l'exclusion.

Faire participer les femmes aux activités des projets

Dans le cadre du Projet de développement rural durable dans la région semi-aride de Bahia, au Brésil, des "cercles de la petite enfance" ont été mis en place et ont formé à ce jour 362 femmes et hommes au métier de garde d'enfants. Cela a permis à un plus grand nombre de femmes – jusqu'ici contraintes par la nécessité de garder leurs enfants – de prendre part aux activités du projet. Celui-ci a par ailleurs introduit l'utilisation de journaux de bord agroécologiques dans lesquels sont consignés les effets de la production des femmes sur la sécurité alimentaire et la nutrition, ainsi que sur les revenus et la biodiversité. Ces initiatives ont été reproduites à plus grande échelle dans le cadre des autres projets en cours au Brésil.

En Uruguay, le Projet pilote d'intégration rurale a également mis en place des mesures visant à garantir une forte participation des femmes. Parmi les initiatives spécifiques de ce projet, il convient de citer: l'offre de formations destinées à transformer les services fournis par les femmes à la communauté en entreprises rentables; la promotion de l'accès des femmes à la terre et aux animaux d'élevage par le partage des droits de propriété; des campagnes d'information qui ont permis de mettre en place pour le projet un environnement prenant en compte les questions d'égalité des sexes. Sur les 130 organisations rurales appuyées par le projet, 32 se composaient exclusivement de femmes.

Aller à la rencontre des femmes autochtones

Sur les hauts plateaux du nord du Guatemala, le Programme de développement rural durable dans la région Nord a appuyé la création de 80 groupes d'épargne communautaires rassemblant

BOLIVIE

Le programme ACCESOS a mis l'accent sur le **renforcement de la résilience** face aux changements climatiques, avec des **résultats positifs sur le plan social et nutritionnel**. Il s'est en partie inspiré de pratiques autochtones d'**adaptation aux changements climatiques**.

Lorsque le programme s'est achevé en 2019:

On comptait quelque **59 644** familles bénéficiaires

46% de ces familles étaient dirigées par des femmes

Plus de **4 000** ménages avaient bénéficié de services d'information sur le climat

6 870 hectares de terres dégradées avaient été restaurés



OPÉRATIONS INTERNATIONALES, PAR RÉGION

Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe

ÉLÉMENTS MARQUANTS DE LA GESTION DU PORTEFEUILLE

35 PROGRAMMES ET PROJETS EN COURS

en partenariat avec 17 pays et Gaza et la Cisjordanie à la fin de 2019

4 NOUVEAUX PROGRAMMES ET PROJETS

en Égypte, au Maroc, au Soudan et en Tunisie

2 NOUVEAUX programmes d'options stratégiques pour le pays, pour Djibouti et la Tunisie

984,7 millions d'USD

INVESTIS PAR LE FIDA dans le portefeuille régional en cours

235,0 millions d'USD


APPROUVÉS EN 2019 POUR DE NOUVEAUX PROJETS

23 PAYS

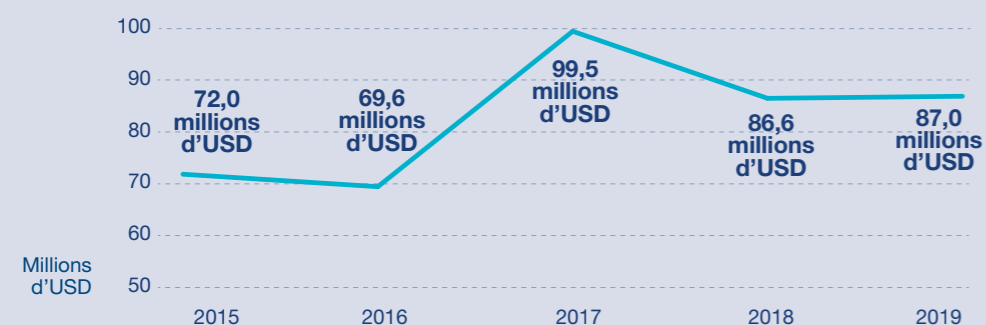
et Gaza et la Cisjordanie - 1

Albanie
Algérie
Arménie - 1
Azerbaïdjan
Bosnie-Herzégovine - 1
Djibouti - 2
Égypte - 4
Géorgie - 2
Iraq - 1
Jordanie - 2
Kirghizistan - 2
Liban
Maroc - 3
Monténégro - 1
Ouzbékistan - 2
République arabe syrienne - 1
République de Moldova - 2
Somalie
Soudan - 2
Tadjikistan - 2
Tunisie - 3
Turquie - 3
Yémen

Les chiffres correspondent au nombre de programmes et projets en cours d'exécution

 Pays bénéficiant actuellement de dons au titre de l'ASAP

MONTANT ANNUEL DES DÉCAISSEMENTS RELATIFS À DES PRÊTS ET À DES DONNS AU TITRE DU CADRE POUR LA SOUTENABILITÉ DE LA DETTE



Le contexte fragile qui caractérise une grande partie de la région Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe pose des difficultés majeures aux communautés rurales. La persistance de conflits durables a contribué à la formation d'importants flux de réfugiés et de déplacés internes, tandis que la désertification liée aux changements climatiques aggrave encore une situation régionale déjà fragile. En outre, les conflits se traduisant souvent par un effondrement de la production agricole, le nombre de personnes sous-alimentées dans les pays touchés par des conflits dans la région a doublé au cours des dix dernières années. Plus inquiétant encore, la fragilité des institutions et de l'économie engendre souvent des sociétés inégalitaires, où les groupes les plus vulnérables, notamment les jeunes et les femmes, paient le plus lourd tribut.

Dans ce contexte compliqué, le FIDA – fort de sa longue expérience des situations de vulnérabilité et de fragilité – contribue à la paix et à la stabilité grâce à son approche globale axée sur le renforcement des institutions, la lutte contre les sources de stress environnemental et climatique, l'amélioration des résultats nutritionnels et la création de possibilités pour les femmes et les jeunes.

Comblant le fossé entre aide humanitaire et développement durable

Le FIDA a créé le Mécanisme pour les réfugiés, les migrants et les déplacés forcés, en faveur de la stabilité rurale (FARMS), qui accroît la résilience sociale en renforçant les capacités communautaires et institutionnelles de gestion du développement et de promotion de la stabilité. Le FARMS contribue en outre à consolider la paix en améliorant la gestion des ressources naturelles en vue de réduire le risque de conflits liés aux ressources naturelles. En 2019, le Mécanisme avait récolté plus de 40 millions d'USD auprès de l'Italie, de la Norvège, de la Suisse, de l'Union européenne, du Fonds de l'OPEP pour le développement international et des Fondations Open Society.

Collaborer avec les communautés rurales pour faciliter leur adaptation aux changements climatiques

Les projets appuyés par le FIDA aident les populations rurales à renforcer leur résilience face aux conséquences négatives des changements climatiques. Le Projet de développement de l'élevage et des pâturages au Tadjikistan, par exemple, met l'accent sur l'amélioration et l'adaptation des pratiques de gestion des terres. Les

parcelles pluviales de terres dénudées – dont l'état s'est aggravé sous l'effet de la sécheresse – sont transformées en plantations d'arbres résistantes à la sécheresse. Outre des semis et des chambres de culture, le FIDA fournit aux bénéficiaires des formations techniques sur l'entretien des plantations, la récupération de l'eau de pluie et la transformation des fruits séchés.

Favoriser l'entrepreneuriat parmi les femmes et les jeunes

Dans un contexte où le taux de chômage des jeunes est l'un des plus élevés au monde, le FIDA encourage l'innovation et la collaboration avec le secteur privé pour créer des débouchés pour les jeunes. En Ouzbékistan, le Programme de développement des filières laitières aide des jeunes innovateurs à mettre au point des technologies novatrices qui répondent aux défis les plus pressants auxquels fait face le secteur laitier. Le programme repose sur la création du Forum pour la collaboration public-privé, dans le cadre duquel des innovateurs locaux sont invités à apporter des solutions technologiques en lien avec la production laitière et la sécurité alimentaire. Pour encourager la participation des jeunes, le programme offre des bourses d'études pour financer les recherches sur le terrain d'étudiants de troisième cycle dans les domaines concernés.

Au Soudan, l'Initiative de microfinance de la Banque agricole du Soudan, appuyée par le FIDA, qui cible les femmes, est parvenue à aider 30 000 femmes rurales à créer leur entreprise. Pour financer l'achat de matériel agricole, la création de petites entreprises et des activités d'adaptation aux changements climatiques, l'initiative a fourni 70 000 prêts, pour un montant total de 74,4 millions d'USD. Les femmes vivant en milieu rural en ont retiré des avantages non seulement sur le plan économique, mais aussi du point de vue des rôles dirigeants qu'elles assument dans les comités villageois de développement et les groupes d'épargne.

Renforcer les effets nutritionnels

Le Programme de gestion des eaux et des sols, à Djibouti, constitue un exemple de la façon dont la nutrition peut être intégrée aux activités. Avec l'appui de l'Agence djiboutienne de développement social et du Ministère djiboutien de la santé, le programme propose des formations au niveau local sur la prévention de la malnutrition maternelle et infantile. Les séances de formation devraient toucher 5 000 ménages, et 2 500 ménages en ont déjà bénéficié.

SOUDAN

Les taux de pauvreté ont fortement diminué grâce au Projet intégré de développement rural du Butana. Ce projet visait à renforcer les moyens d'existence par l'amélioration de la gestion **climato-résiliente** des ressources naturelles, de l'**accès aux marchés** et le renforcement de la **cohésion des communautés**.

Lorsque le projet s'est achevé en 2019:

524 000 hectares

de terres avaient fait l'objet d'une gestion améliorée et de pratiques propres à faciliter l'adaptation aux changements climatiques



La productivité végétale et animale moyenne avait progressé de

90%

850 femmes avaient bénéficié du soutien de groupes de femmes



Le taux de pauvreté était passé de

50% à 12%



OPÉRATIONS INTERNATIONALES, PAR RÉGION

Afrique de l'Ouest et du Centre

ÉLÉMENTS MARQUANTS DE LA GESTION DU PORTEFEUILLE

38 PROGRAMMES ET PROJETS EN COURS

en partenariat avec 20 pays dans la région à la fin de 2019

10 NOUVEAUX PROGRAMMES ET PROJETS

au Burkina Faso, au Cameroun, en Gambie, au Ghana, en Guinée-Bissau, au Libéria, au Mali, au Niger, en République démocratique du Congo et au Sénégal

9 NOUVEAUX programmes d'options stratégiques pour le pays, pour le Burkina Faso, le Cameroun, le Congo, la Gambie, le Ghana, le Libéria, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo et le Sénégal

1 639,3 millions d'USD

INVESTIS PAR LE FIDA dans le portefeuille régional en cours

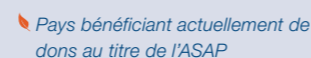
554,0 millions d'USD

APPROUVÉS EN 2019 POUR DE NOUVEAUX PROJETS

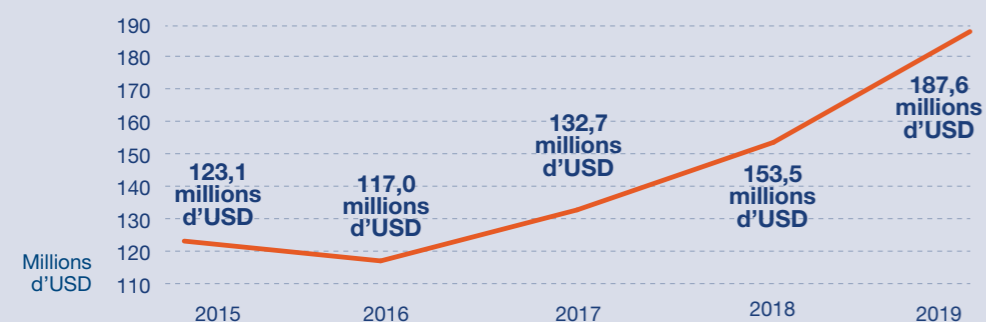
24 PAYS

Bénin - 3
Burkina Faso - 2
Cabo Verde - 1
Cameroun - 1
Congo - 1
Côte d'Ivoire - 2
Gabon
Gambie
Ghana - 2
Guinée - 1
Guinée équatoriale
Guinée-Bissau - 1
Libéria - 3
Mali - 2
Mauritanie - 1
Niger - 2
Nigéria - 3
République centrafricaine - 1
République démocratique du Congo - 3
Sao Tomé-et-Principe
Sénégal - 3
Sierra Leone - 2
Tchad - 2
Togo - 2

Les chiffres correspondent au nombre de programmes et projets en cours d'exécution

 Pays bénéficiant actuellement de dons au titre de l'ASAP

MONTANT ANNUEL DES DÉCAISSEMENTS RELATIFS À DES PRÊTS ET À DES DONNS AU TITRE DU CADRE POUR LA SOUTENABILITÉ DE LA DETTE



NIGÉRIA

Le partenariat Programme de développement des filières et Forum des associations de producteurs, mis en œuvre avec Olam International et le Gouvernement nigérian, a été l'un des finalistes du prix pour l'impact des projets de partenariat public-privé, en raison de ses effets positifs sur les **moyens d'existence des petits producteurs**.

5 000 nouveaux emplois décents avaient été créés

Fin 2019:

La production avait progressé, pour atteindre



450 000 tonnes de riz, d'une valeur de 225 millions d'USD



665 000 tonnes de manioc, d'une valeur de 45 millions d'USD



42% de femmes
40% de jeunes



79% de bénéficiaires avaient vu leurs revenus augmenter de **25%**

La région Afrique de l'Ouest et du Centre est encore profondément marquée par la pauvreté, la faim, le chômage des jeunes, la vulnérabilité face aux changements climatiques et la marginalisation des populations rurales, tous ces problèmes freinant les progrès réalisés au regard des ODD. Plus de 40% de la population fait face à l'extrême pauvreté, et la grande majorité de ces personnes vivent et travaillent en milieu rural. Soixante pour cent des jeunes habitent en zone rurale, et la moitié d'entre eux sont sous-employés ou au chômage. Cette situation est à l'origine de migrations importantes, aussi bien internes qu'externes, accentuées par l'insécurité croissante dans la région du Sahel.

Dans le même temps, les opportunités ne manquent pas – la région abrite certaines des économies les plus dynamiques au monde (par exemple, la Côte d'Ivoire et le Ghana affichent une croissance d'au moins 7% par an), elle est dotée d'une population jeune et énergique, et reçoit de plus en plus d'investissements, aussi bien nationaux qu'internationaux. Dans ce contexte, et compte tenu du regain d'intérêt du FIDA pour les pays les plus pauvres et les situations de plus grande fragilité, le Fonds a renforcé ses investissements dans la région, agissant en étroite collaboration avec les pouvoirs publics, les autres organismes de développement – notamment ceux ayant leur siège à Rome (OSR) – la société civile et le secteur privé.

Intensifier les investissements, en particulier au Sahel

Au cours de l'année écoulée, l'exécution des programmes a atteint un niveau sans précédent, avec la mobilisation, pour de nouveaux investissements, de 536 millions d'USD de ressources supplémentaires du FIDA et le décaissement de près de 200 millions d'USD au titre des programmes en cours. En 2019, un accent particulier a été mis sur la région du Sahel, où des investissements ciblés ont renforcé la résilience et créé des possibilités économiques et des emplois pour des personnes vulnérables habitant en zone rurale. De nouvelles opérations au Burkina Faso, en Gambie, au Mali, au Niger et au Sénégal ont porté la valeur totale des projets appuyés par le FIDA dans les pays du Sahel à 1,54 milliard d'USD, financée par le FIDA à hauteur de 846 millions d'USD.

L'accent étant davantage mis, d'une manière générale, sur les projets menés dans la région, un don de 3,5 millions d'USD a été approuvé pour soutenir l'agriculture familiale, les

marchés régionaux et les couloirs commerciaux transfrontaliers dans le Sahel. En outre, le FIDA participe activement au Plan d'action des OSR pour le Sahel.

Renforcer la qualité et l'impact

Le FIDA n'a pas seulement augmenté ses investissements, il a aussi adopté des outils novateurs de renforcement de la qualité et de l'impact de son portefeuille régional. Par exemple, un cadre de pointage opérationnel destiné à l'établissement des rapports mensuels des divisions a été élaboré en tant qu'outil de gestion pour améliorer la planification et le suivi des résultats. En outre, la décentralisation, désormais effective, a permis la mise en place, dans les pays, de mesures renforcées d'appui à l'exécution et de concertation sur les politiques pour améliorer la gouvernance et la transparence, notamment grâce à une participation plus forte des citoyens.

S'inspirer des expériences réussies dans les domaines de la jeunesse et de la nutrition

Les grands thèmes, comme l'emploi des jeunes et la nutrition, sont de plus en plus intégrés dans les projets, et le FIDA s'emploie à partager ses savoirs dans ces domaines. Dans l'ensemble, 78% des nouveaux projets étaient axés sur la nutrition et les jeunes. Le Programme de promotion de l'entrepreneuriat agropastoral des jeunes en cours au Cameroun est un bon exemple de réussite d'une approche globale du soutien et de la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes dans les filières agropastorales et halieutiques: il a consisté à répondre aux besoins spécifiques des jeunes et des groupes vulnérables, et notamment des femmes. Le FIDA multiplie les initiatives lui permettant de partager son savoir sans égal des questions relatives aux jeunes: par exemple, la première édition du Sommet international de l'entrepreneuriat agropastoral des jeunes, organisé à Yaoundé, a rassemblé plus de 500 délégués venus de 35 pays et quatre continents pour entendre les témoignages de jeunes femmes et de jeunes hommes admirables expliquant comment mobiliser le potentiel de la jeunesse en vue d'une transformation durable du monde rural.

En Côte d'Ivoire, un atelier de partage et d'apprentissage sur l'agriculture tenant compte des enjeux nutritionnels a été organisé en mars avec des parties prenantes clés au niveau régional.

Le FIDA en chiffres

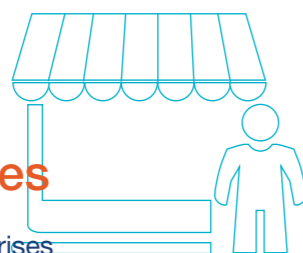
Maximiser notre contribution à la réalisation des ODD

L'action du FIDA auprès des populations rurales pauvres est indispensable pour éliminer totalement la pauvreté et la faim (ODD 1 et 2).

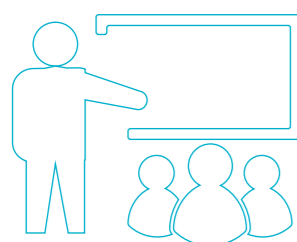
Nous agissons également dans des domaines transversaux majeurs qui sont au cœur des ODD, comme l'égalité des sexes (ODD 5), la promotion d'un travail décent (ODD 8), la réduction des inégalités (ODD 10), l'action en faveur du climat (ODD 13), la viabilité environnementale (ODD 15) et les partenariats (ODD 17). Nous multiplions les initiatives pour atteindre davantage de personnes dans les zones rurales.

PORTÉE DES PROJETS APPUYÉS PAR LE FIDA

Microentreprises
163 637
microentreprises
bénéficiant de services de développement des entreprises



Gestion des ressources naturelles
3,1 millions
d'hectares de terres
bénéficiant de pratiques de gestion améliorées

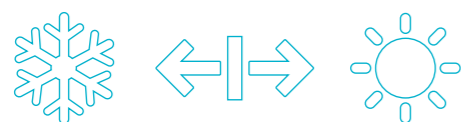


Formation
2,6 millions
de personnes formées aux pratiques et techniques de production végétale et animale

58 000
hectares
bénéficiant de systèmes d'irrigation



Adaptation aux changements climatiques
2,6 millions de membres
de ménages ayant une petite exploitation agricole soutenus pour qu'ils puissent faire face aux effets des changements climatiques



Infrastructures
8 645 kilomètres
de routes
construites ou remises en état
2 709
installations de commercialisation construites ou remises en état



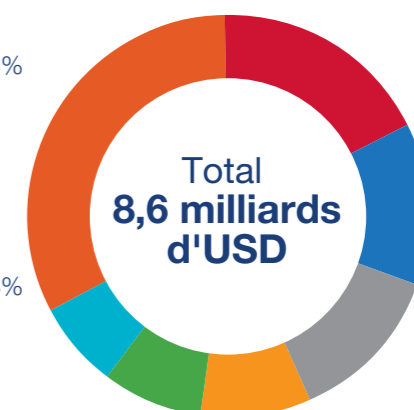
Les indicateurs de résultat mesurent le nombre cumulé de personnes ayant bénéficié de services dans le cadre de l'ensemble des projets en cours. Les indicateurs spécifiques rendent uniquement compte du nombre de participants à une activité de projet donnée, tandis que le chiffre sur la portée globale des projets comprend l'ensemble des bénéficiaires directs et tous les membres de leur ménage respectif. Les chiffres présentés se rapportent à l'année 2018.

L'agriculture et la gestion des ressources naturelles demeurent le principal secteur d'activité du FIDA, l'accent étant mis sur les petits agriculteurs. Dans le même temps, il est de plus en plus indispensable de mettre en place des activités complémentaires – services financiers, infrastructures, développement des petites et moyennes entreprises (PME) rurales – pour relever les défis associés à l'élimination de la faim.

FINANCEMENT DU PORTEFEUILLE DU FIDA PAR SECTEUR

(au 31 décembre 2019)

- Agriculture et gestion des ressources naturelles^a - 33%
- Développement à l'initiative des communautés et développement humain - 7%
- Marchés et infrastructures connexes - 18%
- Micro- et petites entreprises - 9%
- Appui sur le plan des politiques et des institutions - 8%
- Services financiers ruraux - 13%
- Autres^b - 13%



^a Le secteur de l'agriculture et de la gestion des ressources naturelles inclut l'irrigation, les parcours, la pêche, la recherche, la vulgarisation et la formation.

^b Les autres secteurs comprennent la communication, la culture et le patrimoine, l'atténuation des effets des catastrophes, la production énergétique, les frais de financement et de préparation, la gestion des savoirs, la gestion et la coordination, le suivi-évaluation, et les montants non affectés. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

Montrer l'impact du travail du FIDA

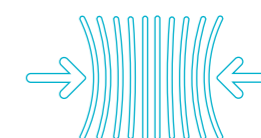
En 2019, le FIDA a publié les résultats des évaluations d'impact réalisées dans le cadre de la Dixième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA10), qui font état d'un impact considérable sur les bénéficiaires des projets du FIDA en ce qui concerne la production, l'accès aux marchés, la résilience et la mobilité économique.

GRÂCE AUX PROJETS ET PROGRAMMES DU FIDA, LES BÉNÉFICIAIRES DU FONDS, PAR RAPPORT À DES PERSONNES NON BÉNÉFICIAIRES DE PROFIL COMPARABLE, ONT:

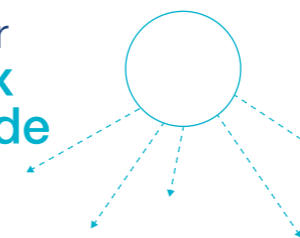
augmenté leur **production** de **+44%**



renforcé leur **résilience** de **+13%**



amélioré leur **accès aux marchés** de **+76%**



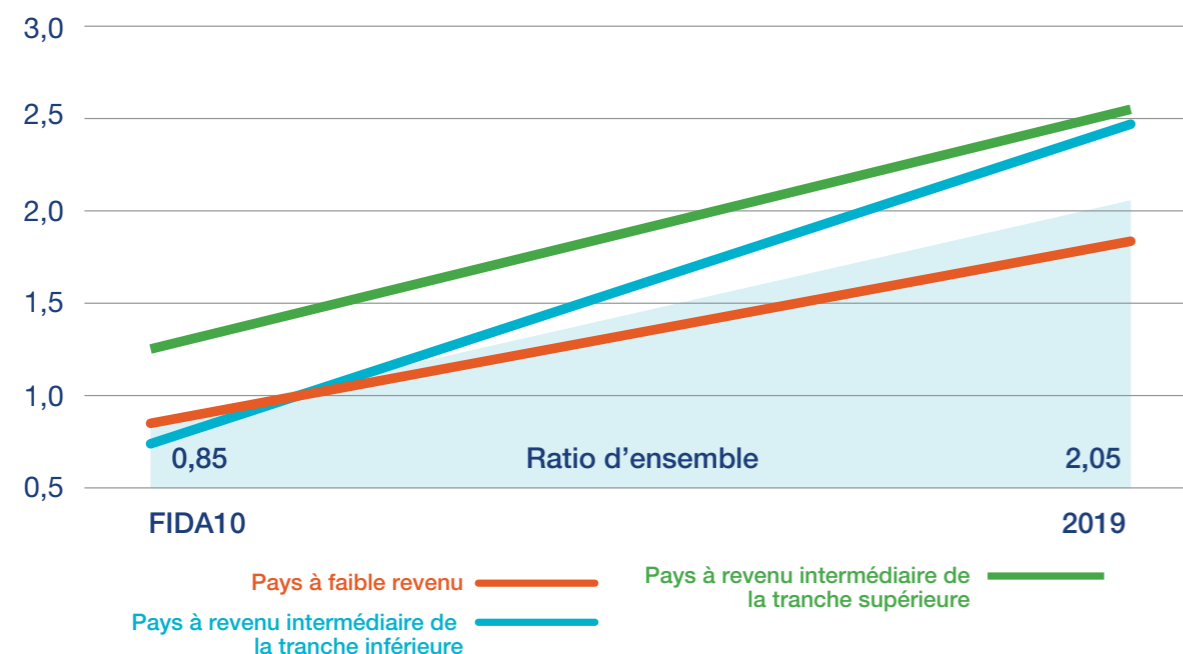
accru leur **mobilité économique** de **+74%**



Faire plus pour maximiser l'impact du FIDA

Pour améliorer l'impact et la qualité de ses activités dans un contexte où l'aide publique au développement est limitée, le FIDA s'emploie à rassembler des financements et à nouer des partenariats avec des acteurs nationaux et internationaux du développement. Dans le même temps, pour accomplir nos missions de base, nous resterons fortement tributaires des contributions aux reconstitutions des ressources provenant de nos États membres.

RATIOS DE COFINANCEMENT



FINANCEMENTS DESTINÉS À L'ACTION CLIMATIQUE ET ENVIRONNEMENTALE

45,7 millions d'USD mobilisés
en 2019 à partir de ces sources

INITIATIVES VISANT À ACCROÎTRE LES INVESTISSEMENTS

Fonds d'investissement pour l'entrepreneuriat agricole (Fonds ABC)

Lancé en 2019

Réseau de financement et d'investissement en faveur des PME agricoles et de l'agriculture paysanne (SAFIN)

A mobilisé des capitaux et repéré des possibilités de financement dans des pays pilotes

Plateforme pour les envois de fonds, les investissements et l'entrepreneuriat des migrants en Afrique (PRIME Afrique)

Mise en place en 2019

PORTEFEUILLE EN COURS DU FIDA EN 2019

Financement du FIDA
7,5 milliards d'USD

203 projets en cours

dans 90 pays et Gaza et la Cisjordanie

Contributions nationales
5,8 milliards d'USD

Cofinancement international
3,4 milliards d'USD

DONS DU PROGRAMME D'ADAPTATION DE L'AGRICULTURE PAYSANNE (ASAP) EN COURS EN 2019

Financement de l'ASAP
271 millions d'USD

38 dons en cours de l'ASAP

dans 38 pays

DONS DU FIDA EN COURS EN 2019*

Financement par des dons
279 millions d'USD

230 dons

dans 135 pays

* À l'exclusion des dons achevés, annulés, clôturés, suspendus ou venus à expiration au 31/12/2019.

PROGRÈS ACCOMPLIS AU REGARD DE L'OBJECTIF DE RECONSTITUTION DES RESSOURCES ÉTABLI POUR FIDA11

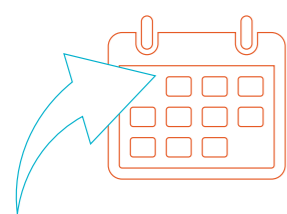
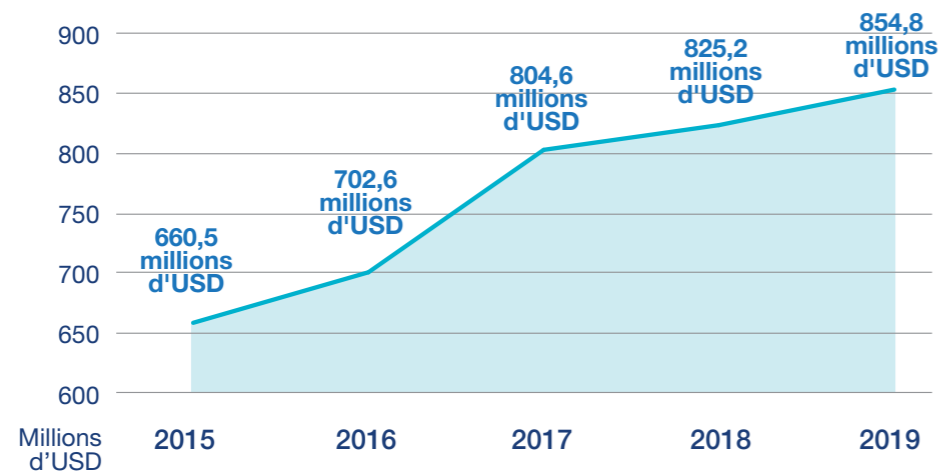
92 pays avaient fait des annonces de contribution à hauteur de **1,01 milliard d'USD** au 31 décembre 2019



Accomplir notre mission avec plus d'efficacité

Le FIDA a mis en place des réformes institutionnelles visant à améliorer son efficacité et à renforcer son action en ce qui concerne son programme de prêts et dons. En particulier, il poursuit la nouvelle tendance consistant à privilégier des projets de plus grande envergure, plus efficaces.

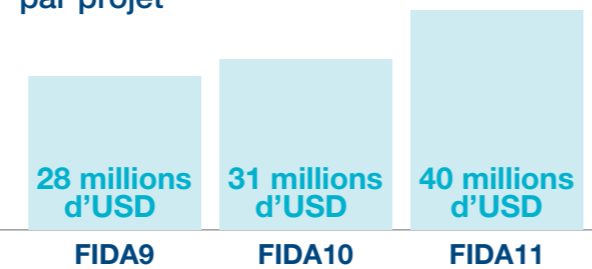
DÉCAISSEMENTS



Le délai moyen écoulé entre l'entrée en vigueur et le premier décaissement était de **12,5 mois en 2016**

En 2019, ce délai avait été ramené à **8,1 mois**

Financement moyen du FIDA par projet



Grâce à l'amélioration de l'efficacité, en 2019

Les décaissements ont augmenté de

+29,6 millions d'USD

825,2 millions d'USD → 854,8 millions d'USD



Les nouveaux financements destinés aux programmes et projets ont progressé de **475,5 millions d'USD**

+40%

CELA S'EST TRADUIT PAR **34 NOUVEAUX PROJETS**

Donner la priorité aux pays les plus pauvres et les plus vulnérables

Nous veillons à ce que nos efforts restent concentrés sur les pays ayant les besoins les plus importants. Les pays présentant des situations de fragilité font l'objet d'une attention croissante, même si l'importance accordée depuis toujours aux pays les plus pauvres demeure l'un des fondements de l'action du FIDA.



24%

des investissements du FIDA ont été réalisés dans des pays présentant des situations de fragilité, ce qui représente **391 millions d'USD** investis sous forme de prêts et dons



8 nouveaux COSOP

ont été approuvés dans des pays présentant des situations de fragilité (incluant des évaluations de la vulnérabilité)



90%

des investissements du FIDA sont destinés à des pays à faible revenu et des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure



59%

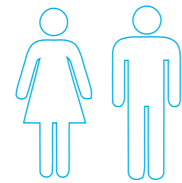
des ressources du FIDA ont été destinées à l'Afrique subsaharienne

Faire bénéficier les personnes les plus pauvres

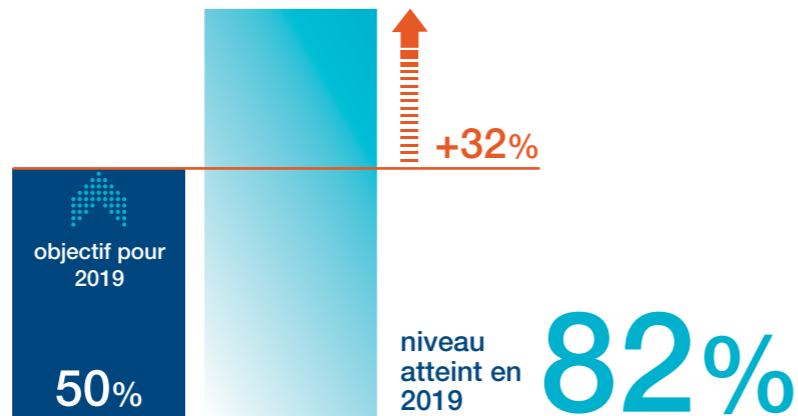
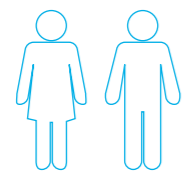
Nous intensifions nos efforts visant à intégrer les principaux thèmes transversaux dans notre travail afin de faire en sorte que les activités du FIDA soient adaptées aux besoins de ceux qui risquent le plus d'être laissés pour compte. Pour chacun des thèmes, les résultats ont été supérieurs aux attentes.

RÉSULTATS OBTENUS PAR RAPPORT AUX OBJECTIFS FIXÉS POUR L'INTÉGRATION DES THÈMES TRANSVERSAUX AU STADE DE LA CONCEPTION DES PROJETS

Transformation des rapports entre les femmes et les hommes



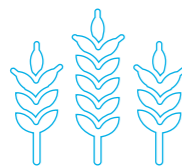
Prise en compte des besoins des jeunes



Financement de l'action climatique

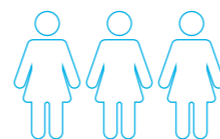


Prise en compte des enjeux nutritionnels



51%

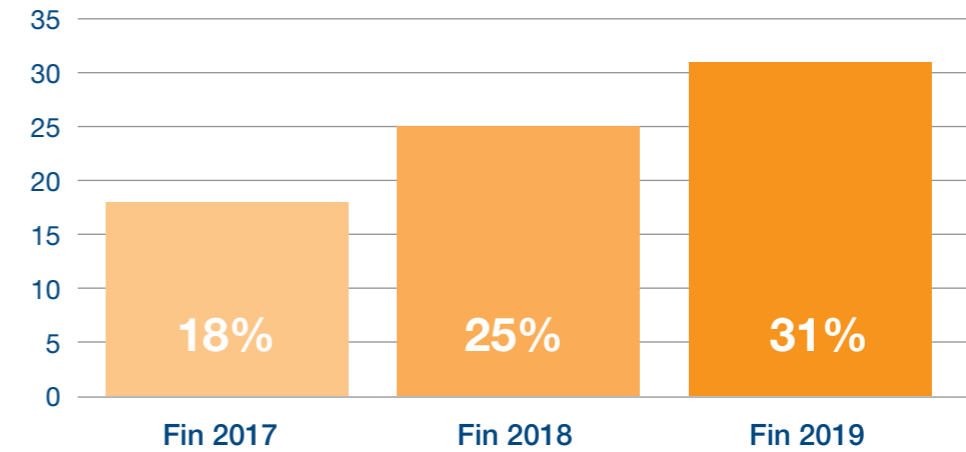
des bénéficiaires des services associés aux projets appuyés par le FIDA sont des femmes



Renforcer la réactivité au niveau des pays

Afin d'accroître la réactivité face aux situations propres aux différents pays, d'améliorer la contribution à l'élaboration des politiques au niveau national et d'approfondir les partenariats dans les pays, le FIDA poursuit l'extension de sa présence sur le terrain.

POURCENTAGE DE PERSONNEL SUR LE TERRAIN



Partager les savoirs du FIDA

L'activité du FIDA va au-delà des projets et programmes qu'il finance. Le Fonds contribue de plus en plus, au niveau mondial, au développement des savoirs et savoir-faire en lien avec la transformation du monde rural, ainsi qu'à la concertation sur les politiques aux niveaux national, régional et mondial, pour promouvoir l'accroissement des investissements dans les zones rurales. Le fait de mettre davantage l'accent sur les partenariats avec des acteurs publics et privés impliqués dans la lutte contre la pauvreté et la faim contribue en outre à renforcer l'influence et l'impact de l'action du FIDA au niveau mondial.

PORTÉE MONDIALE DU FIDA

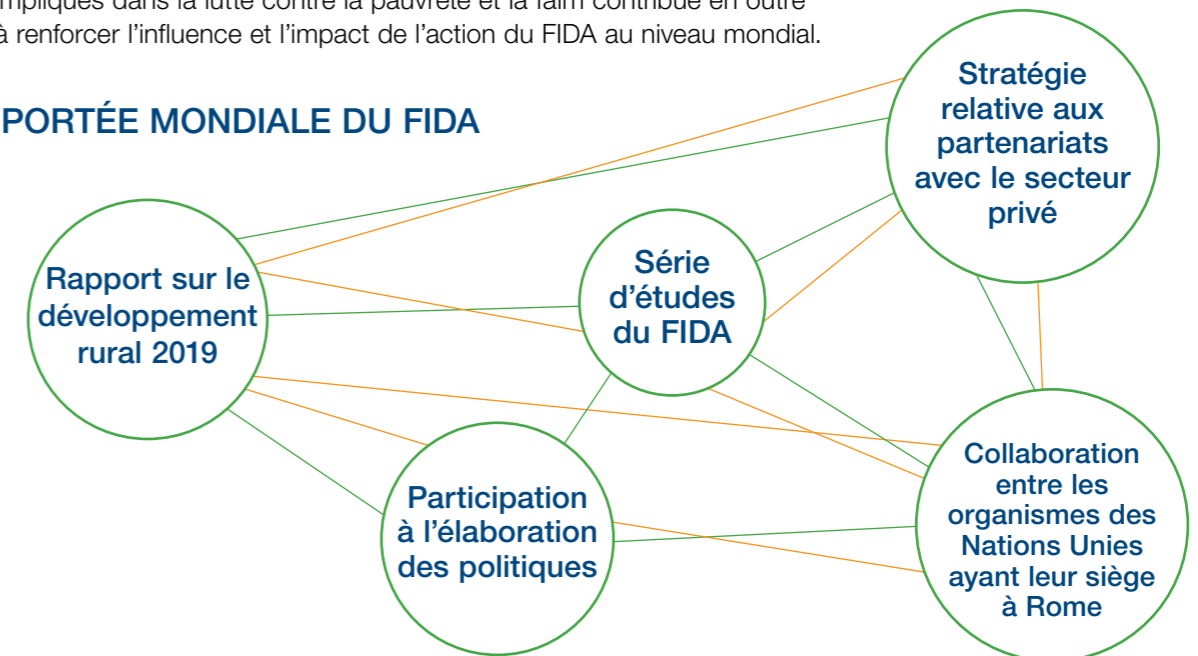


Tableau synoptique, 1978-2019^{a,b}

	2015	2016	2017	2018	2019	1978-2019
Activités opérationnelles^{c,d}						
Prêts et dons au titre du CSD approuvés						
Nombre de programmes et projets	37	22	34	28	34	1 125
Montant Millions d'USD	1 143,4	703,7	1 276,2	1 121,3	1 625,4	20 961,6
Dons approuvés						
Nombre	70	53	56	49	36	2 879
Montant Millions d'USD	73,6	56,9	61,6	67,8	39,5	1 269,5
Fonds fiduciaire du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne						
Nombre	14	5	3	-	-	43
Montant Millions d'USD	84,1	29,0	5,0	-	-	271,0
Total des opérations de prêt et de don du FIDA Millions d'USD						
	1 301,1	789,6	1 342,8	1 189,1	1 664,9	22 502,1
Cofinancement Millions d'USD						
Multilatéral	817,6	73,2	129,1	214,3	1 436,4	10 322,2
Bilatéral	21,2	54,1	3,0	25,3	123,4	1 940,1
ONG	-	4,0	7,8	1,4	13,3	78,5
Autres ^e	11,1	-	6,1	95,6	4,3	291,4
Contributions nationales Millions d'USD	804,0	367,2	718,2	686,7	1 460,3	17 400,3
Coût total des programmes et projets^f Millions d'USD						
	2 881,3	1 239,8	2 126,6	2 160,3	4 677,3	51 462,0
Programmes et projets						
Nombre de programmes et projets en cours d'exécution	231	212	211	206	203	
Nombre de programmes et projets achevés	29	36	27	29	37	888
Nombre de programmes et projets approuvés dus à l'initiative du FIDA	34	21	31	27	29	951
Nombre de pays ou territoires bénéficiaires (portefeuille en cours)	99	98	99	101	94	
Décassement des prêts	486,7	538,9	631,1	626,8	625,9	12 311,5
Décassements de dons au titre du CSD	125,6	123,8	127,7	138,7	174,7	1 246,9
Remboursement des prêts^g	320,8	299,2	315,9	341,9	370,5	6 749,0
Adhésion et administration						
États membres – en fin de période	173	176	176	176	176	
Cadre organique – en fin de période ^h	364	378	378	389	441	

a Les prêts du FIDA et les dons consentis par le FIDA au titre du CSD en faveur de programmes et projets d'investissement sont libellés en droits de tirage spéciaux (DTS). Pour faciliter la lecture, les montants indiqués dans les tableaux et graphiques sont exprimés en équivalents USD, tels qu'ils figurent dans le rapport du Président approuvé par le Conseil d'administration pour chaque programme ou projet. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

b Les chiffres relatifs aux exercices 1986 à 1995 comprennent le Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification.

c Les programmes et projets intégralement annulés et ceux financés au titre du Mécanisme de financement du développement des programmes ne sont pas pris en compte.

d Le Programme d'appui à la commercialisation de la production paysanne (Sierra Leone) approuvé en 2011 et le Projet d'appui stratégique en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition (République démocratique populaire lao) approuvé en 2016 sont supervisés par le FIDA et financés par un don du Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire. Ils sont comptés dans les programmes et projets, mais ne bénéficient d'aucun financement de la part du FIDA.

e Ce montant comprend les paniers de financement et autres dispositifs de financement analogues et les fonds provenant du secteur privé.

f Ce montant comprend les dons au titre du CSD et les dons au titre de composantes. Les dons ne se rapportant pas à des projets d'investissement ne sont pas pris en compte. Comprend aussi les sources de financement autres que les sources ordinaires gérées par le FIDA, comme le Fonds du FIDA pour Gaza et la Cisjordanie et le Mécanisme pour les réfugiés, les migrants et les déplacés forcés, en faveur de la stabilité rurale (FARMS).

g Le remboursement des prêts concerne le remboursement au titre du principal et inclut les remboursements au nom des pays bénéficiant de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés.

h Comprend les administrateurs recrutés sur le plan national dans les bureaux de pays.

FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2019

2019

Le Rapport sur le développement rural 2019, intitulé **“Donner leur chance aux jeunes ruraux”**, enrichit le débat sur les politiques de développement avec des données factuelles rigoureuses et à jour permettant de comprendre comment et pourquoi investir dans la jeunesse rurale, afin de favoriser une transformation inclusive du monde rural.

Le Plan d'action en faveur des jeunes ruraux définit un cadre permettant de guider les investissements axés sur les jeunes dans l'agriculture et le développement rural dans l'ensemble des projets et programmes du FIDA.

Le financement moyen du FIDA par projet a augmenté, passant à 40 millions d'USD, contre 31 millions d'USD pour FIDA10 et 28 millions d'USD pour FIDA9.

La durée de la phase de conception a été ramenée de 17 mois en 2016 à 10 mois en 2019.

Forte progression des cofinancements – Le ratio global de cofinancement est passé de 1/0,85 pour FIDA 10 à 1/2,05.

Collaboration avec le secteur privé – Une nouvelle stratégie relative au secteur privé est axée sur la mobilisation de financements en faveur des entreprises des populations rurales et de l'expansion des marchés et des possibilités d'emploi en milieu rural.

Fonds ABC – Le FIDA, l'Union européenne, le Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, l'Alliance pour une révolution verte en Afrique et le Gouvernement luxembourgeois ont lancé le Fonds d'investissement pour l'entrepreneuriat agricole, le FIDA jouant le rôle de maître d'œuvre.

Réduire les risques au minimum – Le FIDA doit mettre en place une Politique d'adéquation des fonds propres pour quantifier l'exposition du Fonds aux risques et déterminer le niveau de fonds propres requis pour appuyer les transactions actuelles et nouvelles.

Prise en compte des questions transversales prioritaires – Les changements climatiques, l'égalité des sexes, les jeunes et la nutrition sont de plus en plus présents dans les programmes et projets du FIDA. Par exemple, 76% des nouveaux projets sont axés sur les jeunes et 58% tiennent compte des enjeux nutritionnels.

Le nouveau Manuel de passation des marchés du FIDA fournit des directives en matière de passation de marchés concernant l'élaboration des COSOP ainsi que la conception, la supervision et l'achèvement des projets.

Le nouveau Portail clients du FIDA permet aux partenaires du Fonds d'interagir avec le FIDA et d'accéder aux informations financières et opérationnelles qui les concernent en toute sécurité. Il a amélioré l'efficacité et la transparence institutionnelles.

Coup de projecteur sur l'assurance qualité

L'amélioration de la qualité est de toute évidence au cœur des ambitions du FIDA, contribuant directement ou indirectement à l'élimination de la pauvreté et de la faim. Cela signifie que nous devons continuer à modifier et à améliorer la façon dont nous adaptons notre action pour répondre aux défis auxquels les communautés rurales sont confrontées.

Une meilleure qualité signifie un impact renforcé. Pour obtenir des résultats sur le terrain, trois éléments sont essentiels: une forte appropriation par les pays, une bonne gestion des projets et une souplesse suffisante pour apporter des ajustements à la conception des projets pendant leur exécution. Ces éléments, notamment, ont été mis en avant tout au long de l'année 2019 au FIDA, une grande attention ayant été portée à la qualité de la conception. Par conséquent, le FIDA a encore renforcé son processus d'assurance qualité pour améliorer la qualité "initiale" – c'est-à-dire avant l'approbation du Conseil d'administration – des stratégies de pays, des projets financés par des prêts et des activités financées par des dons.

Nous avons, par ailleurs, rationalisé nos processus de conception et d'examen, de sorte que tous les enseignements tirés soient largement diffusés pour éclairer la conception des futurs projets. En outre, la méthode d'attribution des notes finales du FIDA a été renforcée pour améliorer la cohérence de la notation, permettant au Fonds de rendre fidèlement des comptes, de mettre en évidence les problèmes systémiques et de réaliser des comparaisons entre la qualité au point de départ et durant la mise en œuvre.

L'amélioration de la qualité comme priorité

Dans le cadre des efforts entrepris par le FIDA pour rationaliser ses processus et améliorer la qualité de ses opérations, la direction du Fonds s'est engagée à ce que celui-ci concentre les approbations de projets au début de la période couverte par FIDA11. L'année 2019 a donc enregistré un pic concernant le nombre de projets conçus et soumis à l'approbation du Conseil d'administration; 42 prêts et 13

propositions de financement additionnel ont ainsi été examinés dans le cadre du processus d'examen de l'assurance qualité.

L'année 2019 a été, pour le FIDA, une année record en matière d'approbations (1,67 milliard d'USD). Par ailleurs, nous avons finalisé le recalibrage du processus de conception des projets. Le nouveau processus, qui suit une approche fondée

Une meilleure qualité signifie un impact renforcé

sur les risques pour déterminer à quels examens et à quel processus d'approbation sont soumis les projets, a été appliqué à 54 projets au total. Sur les 54 projets approuvés, 13 ont été considérés comme des projets relevant de la voie 1, nécessitant une forte attention institutionnelle et présentant des risques élevés.

Une analyse exhaustive des notes a montré que les projets approuvés en 2019 affichaient la meilleure note globale moyenne depuis 2013 concernant la qualité de la conception. Parmi les points forts de la conception de ces projets figuraient la conformité aux politiques du FIDA et des gouvernements, la mobilisation de cofinancements, l'assimilation d'enseignements tirés de l'expérience et l'analyse du contexte des projets.

Le programme de dons était également appréciable, 53 notes conceptuelles relatives à des dons ayant été présentées pour approbation interne durant l'année. Fin 2019, un montant total de 25,3 millions d'USD de dons au titre du guichet mondial/régional avait été approuvé. En outre, des dons à l'appui d'une composante de projet financé par un prêt d'un montant total de 14,2 millions d'USD avaient été approuvés dans le cadre des projets d'investissement. En 2019, nous avons mené une évaluation globale des projets financés dans le cadre du programme ordinaire de dons, pour recenser les possibilités, défis et enseignements tirés en vue de renforcer l'efficacité et l'efficience du programme. Cette évaluation fournira en outre les bases de la préparation d'une nouvelle politique du FIDA en matière de dons ordinaires, laquelle doit être examinée par le Conseil d'administration en 2020.

Renforcer les stratégies de pays

Un grand nombre de programmes d'options stratégiques pour le pays (COSOP) ont été examinés en 2019. Ces 16 stratégies ont constitué le premier lot à être examiné dans le cadre des nouvelles directives approuvées par le Conseil d'administration en décembre 2018. Les nouvelles directives donnent la priorité aux mesures suivantes: adapter les COSOP au contexte propre au pays; consulter et faire participer les gouvernements partenaires; veiller à ce que les processus internes du FIDA soient efficaces, ciblés et économiques. Les nouveaux COSOP, qui reposent sur des bases analytiques et stratégiques plus solides, se traduisent déjà par des améliorations notables, notamment en matière de clarté, de ciblage et de pertinence. En outre, les directives révisées ont eu d'autres retombées positives, comme le renforcement des cadres de résultats et une plus grande cohérence avec les ODD et les politiques et stratégies gouvernementales concernées, ainsi qu'avec les propres stratégies institutionnelles du FIDA.

Enrichir les savoirs et partager les enseignements

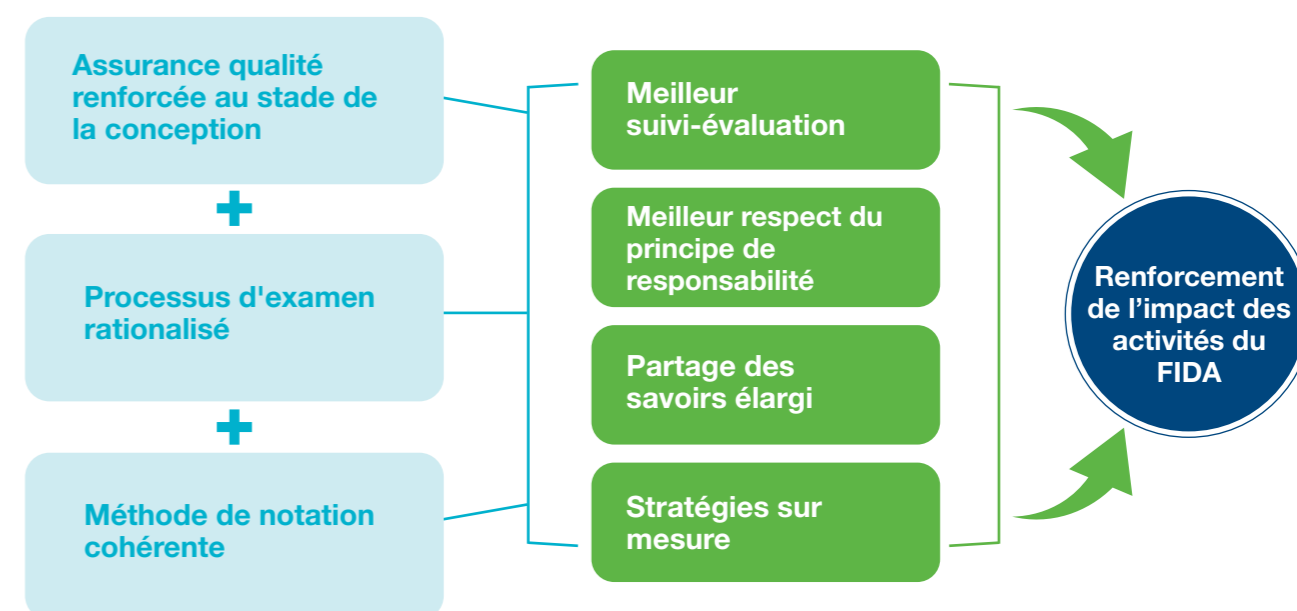
En 2019, le Groupe assurance qualité du FIDA a tiré profit de sa position exceptionnelle pour dégager des enseignements et proposer des bonnes pratiques pour les opérations du FIDA et les stratégies de pays.

Le Groupe s'est davantage employé à partager ces enseignements et à lancer des débats sur la qualité. Au second semestre, le Groupe a organisé trois activités d'apprentissage (dont une activité faisant

Le Groupe assurance qualité s'est davantage employé à partager ces enseignements et à lancer des débats sur la qualité

partie d'une série d'activités d'apprentissage du Groupe sur la qualité de la conception des COSOP) et a lancé le QAG VIEW – une publication triennale offrant un éclairage sur les enseignements tirés des examens de la qualité initiale de la conception. Le personnel du Groupe a participé à des ateliers avec les divisions régionales au Brésil, en République de Corée et en Turquie – des sessions y ont été organisées sur les thèmes de la qualité initiale ainsi que des examens et du rôle du Groupe. Le but était de faire en sorte que le point de vue du Groupe ait une incidence sur l'amélioration de la conception des projets, des dons et des stratégies, de renforcer la diffusion des savoirs et de fournir des orientations et des éclaircissements sur les méthodes et procédures appliquées par le Groupe.

AMÉLIORER LA QUALITÉ DES OPÉRATIONS DU FIDA



Mesurer les résultats et l'impact

Comme indiqué dans son Cadre stratégique 2016-2025, l'objectif général du FIDA est d'investir dans les populations rurales afin que celles-ci parviennent à se libérer de la pauvreté et à assurer leur sécurité alimentaire par des moyens d'existence rémunérateurs, durables et résilients. À cet effet, trois objectifs stratégiques étroitement liés et se renforçant mutuellement ont été définis :

- renforcer les capacités productives des populations rurales pauvres;
- accroître les avantages que les populations rurales pauvres tirent de leur intégration au marché;
- renforcer la viabilité environnementale et accroître la résilience aux changements climatiques des activités économiques des populations rurales pauvres.

Afin de s'acquitter de son obligation de rendre des comptes sur les progrès accomplis dans la réalisation de cet objectif général et de ces trois objectifs stratégiques, le FIDA a adopté une approche unique en son genre pour rendre compte de l'impact au niveau institutionnel, en s'appuyant sur des évaluations rigoureuses au niveau des projets. Cette initiative occupe une place de choix dans l'action que nous menons pour améliorer la qualité des opérations du Fonds et veiller à leur adéquation avec les stratégies institutionnelles et les ODD.

Le Cadre relatif à l'efficacité en matière de développement, qui prévoit qu'environ 15% du portefeuille de projets du FIDA fassent l'objet d'une évaluation d'impact rigoureuse, fixe les grandes orientations relatives à la réalisation des évaluations d'impact.

Les résultats des évaluations menées au titre de l'initiative d'évaluation de l'impact dans le cadre de FIDA10 ont été présentés au Conseil d'administration en septembre 2019. L'analyse fait état d'un impact considérable sur la vie des bénéficiaires des projets au regard de l'objectif institutionnel de renforcement de la mobilité économique et des trois objectifs stratégiques qui y contribuent. Dans le droit fil de ces conclusions, les résultats préliminaires de l'évaluation de l'impact institutionnel ont montré que FIDA10 avait dépassé ses objectifs concernant son objectif général de promotion de la mobilité économique et deux des trois objectifs stratégiques.

Montrer l'impact des projets sur les bénéficiaires

Globalement, la situation des bénéficiaires s'est nettement améliorée grâce aux projets appuyés par le FIDA. Dans l'ensemble, le nombre de personnes qui ont pu tirer parti des projets – en matière de mobilité économique, de production, d'accès aux marchés et de résilience – est supérieur aux objectifs fixés pour FIDA10.

Tirer des enseignements pour élargir et approfondir l'impact des futurs projets

Les évaluations d'impact ont permis de tirer de nombreux enseignements, qui ont contribué aux efforts entrepris par le FIDA pour améliorer la qualité de ses opérations.

Activités liées. Les évaluations ont démontré que les avantages retirés d'un ensemble ciblé d'activités et d'objectifs interdépendants étaient plus grands que ceux issus de projets couvrant des activités plus diversifiées ou sans liens entre elles. Par exemple, dans la région du Guangxi, en Chine, où les interventions fondées sur les infrastructures ont été associées à des activités de commercialisation, l'impact sur la production a été de 70%, contre 51% dans des projets comparables dépourvus d'activités complémentaires.

Approche fondée sur les filières. Pour obtenir les meilleurs impacts possibles de l'intégration au marché, des approches liées et coordonnées doivent être suivies pour s'attaquer à toutes les difficultés rencontrées dans la filière – par exemple en ce qui concerne le crédit, l'accès au marché, les informations relatives au marché et les liens avec les consommateurs. Différents projets menés au Bangladesh, au Népal, aux Philippines et à Sao Tomé-et-Principe en attestent.

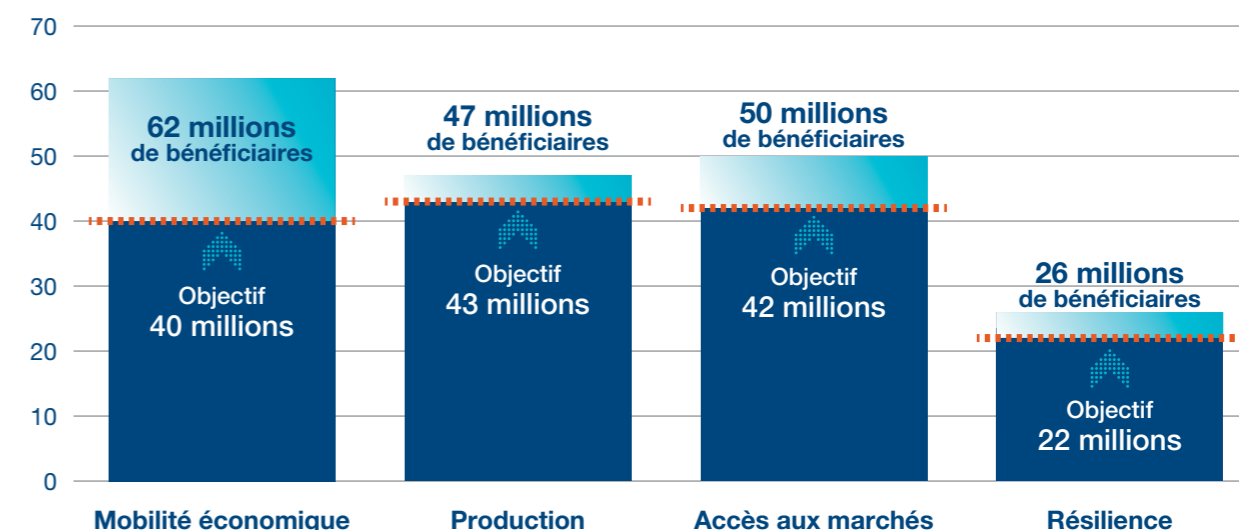
Gestion intégrée des risques. Les chances d'obtenir un impact durable sont renforcées lorsque des mesures de précaution sont intégrées aux projets pour gérer les risques associés aux phénomènes extrêmes. Par exemple, dans le cadre d'un projet réalisé sur les hauts plateaux d'Éthiopie, l'irrigation à petite échelle a été une stratégie d'atténuation des risques efficace face à la sécheresse, les impacts du projet sur la production et l'accès aux marchés ayant été largement supérieurs (51% et 175% respectivement) à ceux obtenus dans les groupes témoins.

Le FIDA est la seule institution financière internationale à mener ce type d'évaluation de l'impact au niveau de l'institution, qui consiste à estimer l'impact institutionnel à partir d'évaluations d'impact de projets représentatifs de son portefeuille. Au-delà de la reddition de

Globalement, la situation des bénéficiaires du FIDA s'est nettement améliorée grâce aux projets appuyés par le Fonds

comptes, les conclusions des évaluations d'impact permettent de tirer des enseignements essentiels pouvant contribuer à la prise de décisions. En outre, les évaluations d'impact sont conçues en étroite collaboration avec les parties prenantes locales et les partenaires publics, et ce processus garantit le caractère significatif des résultats pour le Fonds. À cet effet, les conclusions des évaluations peuvent conduire à des améliorations de l'efficacité,

IMPACT DES INVESTISSEMENTS DE FIDA10 SUR LES BÉNÉFICIAIRES



de l'efficacité et de la pertinence globale des opérations du FIDA au regard des ODD.

En outre, le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE) continue de tirer de précieux enseignements des projets et programmes.

Par exemple:

- Une évaluation au niveau de l'institution de 2019 sur les filières favorables aux pauvres a montré que la conception de nos projets s'améliore dans ce domaine et elle a émis des recommandations relatives aux partenariats, au ciblage des pauvres et à l'analyse de la question du genre qui nous aideront à améliorer encore la qualité de nos futures opérations.
- Une synthèse d'évaluations sur les services financiers inclusifs a permis de tirer des enseignements sur le passage à de nouveaux types de services financiers qui éclaireront la conception de futurs projets.
- Une deuxième synthèse d'évaluations a porté sur les innovations techniques visant à réduire la pauvreté rurale, apportant d'importants éclairages sur la façon dont les partenariats peuvent contribuer à la gestion des risques associés aux innovations.

Toujours en ce qui concerne les évaluations et le rôle qu'elles jouent pour favoriser l'apprentissage et les évolutions positives, en 2019 IOE a lancé, avec des partenaires, un nouveau prix récompensant les évaluations de premier plan portant sur des interventions en faveur du développement qui

favorisent des transformations majeures à l'appui de la réalisation des ODD. Ce concours, qui aura lieu tous les deux ans et qui s'intitule "Evaluating Development Interventions for Transformational Change Award" a été créé conjointement par

Les évaluations d'impact ont permis de tirer de nombreux enseignements

IOE, le Groupe indépendant d'évaluation de la Banque mondiale et l'Association internationale pour l'évaluation du développement. Le rôle de l'apprentissage a par ailleurs été abordé lors de l'événement organisé par le FIDA à l'occasion de la parution de l'ouvrage *Information and Communication Technologies for Development Evaluation*, qui examine les conséquences des technologies nouvelles et émergentes sur l'évaluation du développement, et notamment les difficultés supplémentaires liées au suivi des progrès accomplis sur la voie de la réalisation du Programme 2030.

Perfectionnement du personnel

Alors que le FIDA s'attaque à tout un ensemble de défis mondiaux dont la complexité va croissant et qu'il adapte son modèle opérationnel pour maximiser sa contribution à la réalisation des ODD, des approches complémentaires sont nécessaires pour aider le personnel à poursuivre le développement de ses compétences et de ses connaissances.

Appuyer le renforcement de la présence sur le terrain

Afin de contribuer à un processus de réforme adapté aux objectifs visés et de renforcer la présence du FIDA dans les pays pour améliorer la réactivité et approfondir les partenariats dans les pays, la Division des ressources humaines du FIDA a procédé à quatre opérations de réaffectation entre janvier 2018 et juillet 2019. Chacune de ces opérations avait un périmètre et des objectifs spécifiques, avec un degré de complexité variable, en fonction du nombre de postes et du personnel concernés. Ces opérations, qui ont porté sur plus de 35% des effectifs, ont permis au FIDA de mettre en œuvre les changements structurels nécessaires pour son modèle décentralisé afin d'atteindre l'objectif de 33% de postes sur le terrain. Fin 2019, 31% des membres du personnel sous contrat à durée déterminée se trouvaient sur le terrain.

Dans le cadre du plan de décentralisation accélérée du FIDA, en 2019, l'Unité d'appui sur le terrain (FSU) a coordonné avec les divisions concernées le détachement et le recrutement de 96 membres du personnel du FIDA destinés aux bureaux de pays du Fonds (49 agents internationaux et 47 agents recrutés au niveau national). En 2019, l'Unité a par ailleurs coordonné la mise en place de quatre accords avec des pays hôtes, en l'occurrence l'Afrique du Sud, l'Arabie saoudite, le Bangladesh et les Philippines, pour faciliter les opérations dans ces pays sur le plan juridique. À ce jour, le FIDA a signé, au total, 37 accords de ce type. L'Unité a en outre

coordonné et permis la conclusion de 15 accords de service et/ou mémorandums d'accord et/ou accords de location directs ou indirects avec des institutions hôtes et/ou d'autres prestataires de services pour faciliter la réalisation des opérations dans les pays.

Développer les compétences et les capacités

Tout au long de l'année 2019, des initiatives ont été prises pour aider les membres du personnel à développer les compétences nécessaires pour s'adapter à l'évolution des besoins du Fonds dans le contexte de la décentralisation, et pour obtenir des résultats contribuant à la réalisation des ODD. Nous pouvons citer notamment un nouveau programme de perfectionnement des compétences d'encadrement destiné aux supérieurs hiérarchiques, un programme d'accompagnement des cadres destiné aux directeurs, des programmes d'acquisition de qualifications professionnelles permettant d'obtenir la certification de la Fédération internationale de coaching, et une plateforme élargie d'apprentissage en ligne. Dans le cadre d'un environnement de travail décentralisé, la méthode d'apprentissage associe le plus souvent l'apprentissage en ligne, les ateliers virtuels et les interactions personnelles. Parmi les principales initiatives, il convient de citer le renforcement des capacités du personnel par la participation à des ateliers régionaux et à des journées de réflexion, l'organisation de sessions de formation destinées aux bureaux de pays, des formations approfondies sur les processus liés aux voyages ainsi que la sûreté et la sécurité, l'organisation de réunions à l'intention des membres du personnel dont les postes ont été délocalisés sur le terrain, et la coordination d'activités de sécurité liées à la décentralisation. Pour donner quelques chiffres, 68 sessions de formation ont été organisées et plus

de 1 000 modules de formation en ligne couvrant un large éventail de sujets ont été lancés.

Le développement des capacités du personnel est également important pour garantir la réussite des réformes de l'architecture financière du FIDA. Dans ce contexte, la Division de la comptabilité et du contrôle continue d'encourager les membres du personnel à s'inscrire au programme institutionnel de formation financière mis en place conjointement par le Chartered Institute of Public Finance and Accountancy et le FIDA. À la fin de 2019, plus de 30 membres du personnel issus de 11 divisions s'y étaient inscrits, parmi lesquels sept candidats avaient obtenu la certification internationale; d'autres certifications suivront.

Garantir un environnement de travail éthique

Pour permettre au FIDA d'attirer et de retenir des membres du personnel de niveau international, il est essentiel de garantir un environnement de travail positif et respectueux. À cet effet, le Bureau de la déontologie promeut le respect du Code de conduite et des valeurs fondamentales du FIDA, fournit des orientations confidentielles aux responsables et au personnel et examine les allégations de comportements contraires à la déontologie. Le FIDA accorde un très haut niveau de priorité à la lutte contre toutes les formes de harcèlement sexuel et

d'exploitation et d'atteintes sexuelles. À la suite de la demande adressée par le Secrétaire général à tous les organismes des Nations Unies, le Bureau de la déontologie a dirigé un groupe de travail pluridisciplinaire du FIDA chargé de renforcer les règles et procédures et de superviser la mise en œuvre intégrale de la Politique du FIDA en matière de prévention et de répression du harcèlement sexuel et de l'exploitation et des atteintes sexuelles. En juin 2019, le FIDA a lancé sa première campagne de sensibilisation à cette politique, intitulée "Speak up, Report, Support" ("Parlez, signalez, réagissez"). Afin de soutenir ces efforts, le Bureau de la déontologie et la Division de la communication ont travaillé ensemble à la réalisation d'une vidéo qui est disponible sur le site web du FIDA dans toutes les langues officielles du Fonds.

Éléments marquants de l'action menée par le FIDA pour autonomiser les populations rurales

Le mandat du FIDA – investir dans les populations rurales – impose de suivre une approche centrée sur l'être humain, qui donne aux femmes et aux hommes vivant en milieu rural les outils et les possibilités dont ils ont besoin pour améliorer leurs moyens d'existence. Cette approche est au cœur de la mise en œuvre des ODD, en particulier concernant l'élimination de la pauvreté (ODD 1) et de la faim (ODD 2). En 2019, d'importants progrès ont été accomplis afin que les méthodes, outils et stratégies en place soient améliorés pour autonomiser les populations rurales, et plusieurs nouvelles initiatives ont été lancées.

les ressources environnementales, le genre, les jeunes et la nutrition. Pour continuer à autonomiser davantage de populations rurales grâce à nos interventions, nous devons intégrer ces thèmes

Nous avons recensé des thèmes qui sont au cœur de notre mission: les changements climatiques, les ressources environnementales, le genre, les jeunes et la nutrition

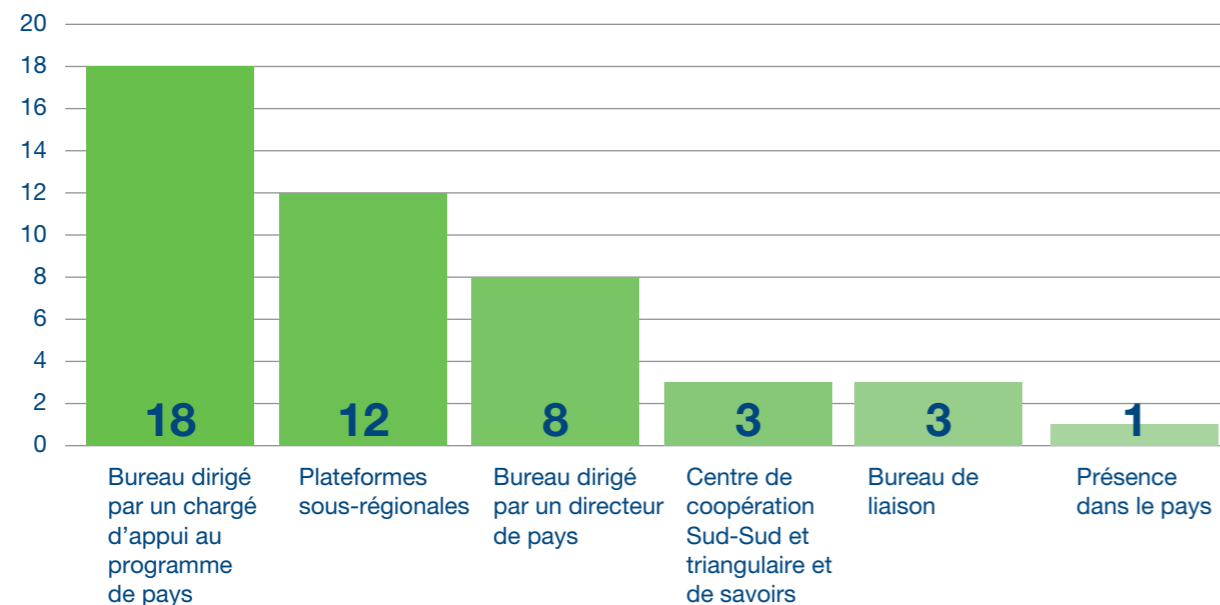
Intégration des thèmes prioritaires aux interventions du FIDA

Le FIDA a recensé plusieurs grands thèmes qui sont au cœur de sa mission: les changements climatiques,

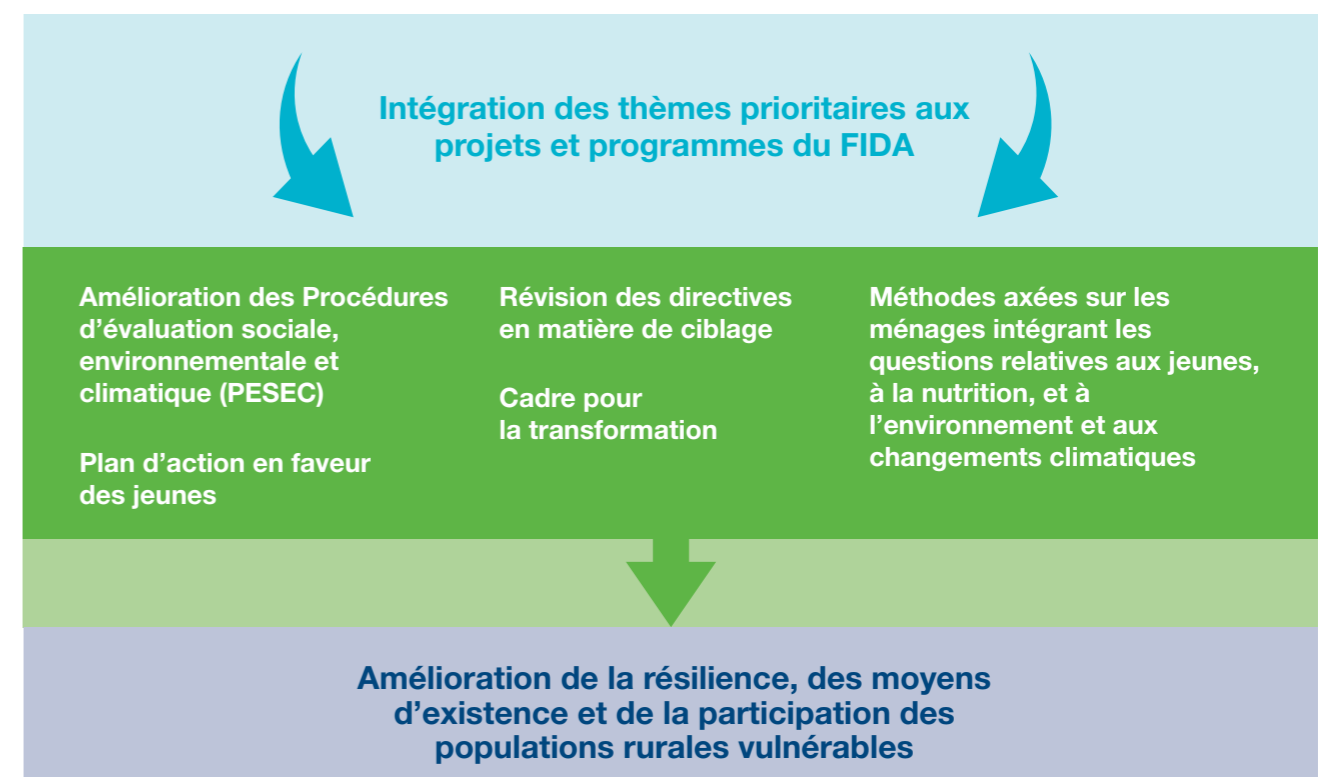
transversaux aux opérations du FIDA et nous avons pris de nombreux engagements à cet égard.

Pour concrétiser les engagements de transversalisation pris dans le cadre de FIDA11,

PAYS DANS LESQUELS LE FIDA INTERVIENT



AUTONOMISATION DES POPULATIONS RURALES



le Fonds a révisé ses processus opérationnels et de planification, et a entrepris de renforcer les capacités nécessaires, tout en élaborant des outils et des approches à utiliser dans la conception et l'exécution des programmes de pays du FIDA.

Par exemple:

- une version améliorée des Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC);
- une version révisée des directives en matière de ciblage;
- un nouveau cadre pour la transformation;
- l'adaptation des méthodes axées sur les ménages pour y intégrer les questions relatives à la jeunesse, à la nutrition, à l'environnement et aux changements climatiques;
- un nouveau Plan d'action en faveur des jeunes.

Les résultats obtenus pour l'année 2019 montrent que le FIDA a largement dépassé ses objectifs dans l'ensemble des quatre domaines prioritaires. Concernant le climat, la totalité des 34 nouveaux projets approuvés en 2019 a fait l'objet d'un examen des risques climatiques utilisant les procédures PESEC. En outre, 568 millions d'USD de l'investissement total étaient dédiés au financement de l'action climatique, soit 34% de l'investissement total, alors que l'objectif était de 25%. S'agissant de la jeunesse, 82% des 34 projets au stade de la conception prenaient en compte les besoins des jeunes, un chiffre supérieur aux objectifs de FIDA11.

En ce qui concerne le genre, 34% des conceptions de projet approuvées ont été jugées porteuses de transformation des rapports entre les femmes et les hommes, et 58% des projets ont été jugés comme intégrant pleinement la question du genre ou mieux à leur achèvement, alors que les objectifs étaient de 25% et 60% respectivement. Des progrès encourageants ont également été accomplis dans le domaine de la nutrition, 61% des projets ayant été jugés à dimension nutritionnelle, contre un objectif de 50%.

Attirer des investissements dans les communautés rurales

Réunir des investissements pour développer des activités entrepreneuriales profitant aux populations rurales est essentiel si l'on veut créer des emplois – notamment pour les jeunes – et favoriser la croissance des économies rurales. C'est dans cet esprit que, lors du Conseil des gouverneurs du

Promouvoir des changements durables impose de collaborer avec les populations rurales et leurs organisations

FIDA qui s'est tenu en 2019, le FIDA, l'Union européenne, le Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, l'Alliance pour une révolution verte en Afrique et le Gouvernement luxembourgeois ont lancé le Fonds d'investissement pour l'entrepreneuriat agricole (Fonds ABC) sous l'égide du FIDA.

Le Fonds ABC a pour objectif de stimuler les investissements dans les petites entreprises agricoles des marchés émergents, principalement dans les pays en développement, à faible revenu ou à revenu intermédiaire. Le Fonds ABC cible les micro-, petites et moyennes entreprises agricoles (MPME), les coopératives et les organisations paysannes qui luttent pour avoir accès aux capitaux dont elles

ont besoin pour développer leurs entreprises. La stratégie d'investissement du Fonds ABC s'articule autour de quatre thèmes:

- l'intégration des MPME et des petits exploitants agricoles dans les filières;
- l'élimination des goulets d'étranglement dans certaines filières;
- l'élan à donner à la technologie et à l'innovation;
- le renforcement de la certification, de la traçabilité et de la valeur ajoutée des produits destinés à l'exportation.

Le Réseau de financement et d'investissement en faveur des PME agricoles et de l'agriculture paysanne (SAFIN) est une autre initiative visant à attirer des financements destinés aux activités commerciales des populations rurales. En 2019, le SAFIN a concentré ses activités sur la mobilisation de capitaux pour renforcer l'assise financière des institutions au service des petits exploitants et des PME agricoles, ainsi que sur la mise en adéquation des investissements des partenaires grâce à des modèles opérationnels inclusifs. Les activités menées à l'appui de ces axes de travail ont été notamment les suivantes: le recueil de données sur l'utilisation de financements mixtes dans l'agriculture dans le cadre d'une étude menée avec l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et d'autres partenaires, le recensement de possibilités d'investissement dans des pays pilotes, et le partage des savoirs et des dernières évolutions relatives au financement de PME agricoles et de petits exploitants.

En outre, nous avons lancé la Stratégie de collaboration avec le secteur privé 2019-2024 du FIDA, avec deux grands objectifs: premièrement, mobiliser des investissements privés à destination des MPME en milieu rural et de la petite agriculture, et deuxièmement, élargir les marchés et accroître les possibilités d'emploi des populations rurales. Cette stratégie contribuera à combler le manque de financements relatifs à la mise en œuvre de l'ODD 2 en se rapprochant de partenaires du secteur privé pouvant tirer profit de créneaux d'activité encore inexploités dans les zones rurales.

Travailler avec et pour les populations rurales

Autonomiser les populations rurales et favoriser des changements durables imposent de collaborer avec les populations rurales et leurs organisations, d'écouter leurs points de vue et conseils, et de soutenir leur action relative aux décisions

La Stratégie de collaboration avec le secteur privé 2019-2024 du FIDA contribuera à combler le déficit de financement en vue d'atteindre l'ODD 2

prises aux niveaux mondial, national et local. Le FIDA continue à collaborer activement avec les organisations des populations rurales, notamment les organisations paysannes – en 2019, nous avons lancé un nouveau programme intitulé Organisations paysannes des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Ce programme s'appuiera sur les collaborations existantes entre le FIDA et les organisations paysannes pour étendre la couverture géographique des travaux précédents, en particulier les services économiques et l'intégration aux filières.

Le FIDA soutient en outre la Coalition internationale pour l'accès à la terre, hébergée par le FIDA, dans son action essentielle visant à faire évoluer les politiques et la façon dont les politiques sont mises en œuvre dans l'intérêt des communautés rurales du monde entier. Parmi les faits marquants de 2019, il convient de citer les réformes des politiques au Cameroun qui renforcent la transparence relative aux contrats de concession de terrains, et l'adoption de lois sur les forêts en Albanie qui protègent les intérêts des populations rurales.

Pleins feux: efficacité institutionnelle

L'initiative du FIDA en faveur d'une plus grande efficacité a permis de prévoir un programme de prêts et dons plus élevé, de 1,67 milliard d'USD – une augmentation cruciale si nous voulons accroître notre impact dans le contexte des ODD –, avec un budget administratif à croissance nulle.

L'innovation ne consiste pas seulement à trouver de nouvelles idées, c'est aussi un vecteur de changements

Rationaliser le processus budgétaire

Le redéploiement opérationnel en cours au FIDA vise à lui permettre d'atteindre l'excellence grâce à une plus grande efficacité et un impact renforcé. Par exemple, une démarche ascendante globale a été suivie pour préparer le budget dans le contexte de l'évolution du FIDA vers un environnement opérationnel plus décentralisé. Le cadre de délégation des pouvoirs du Fonds, récemment révisé, attribue davantage de responsabilités aux échelons inférieurs de la direction et aux agents de terrain. En outre, le Bureau de la stratégie budgétaire a mis en œuvre avec succès un nouvel outil de planification budgétaire, Oracle Hyperion, rationalisant ainsi le processus budgétaire et le rendant moins sujet aux erreurs. Cela a posé les bases de nouvelles améliorations devant intervenir en 2020 pour poursuivre l'automatisation et la simplification du processus budgétaire et renforcer les capacités institutionnelles relatives à l'établissement de rapports.

En 2019 également, le FIDA a entamé un processus d'automatisation complète des processus par la robotique et a lancé un processus de paiement des consultants dématérialisé et entièrement automatisé.

Accompagner l'évolution du modèle opérationnel du FIDA

Un travail important a été réalisé pour adapter les processus administratifs du FIDA aux changements institutionnels, notamment à l'évolution du modèle opérationnel, désormais plus décentralisé. Par exemple, nous avons mis en place des services décentralisés d'agence de voyages pour tous les bureaux de pays du FIDA et réformé les délégations de pouvoir afin de réaliser des achats de faibles montants avec un cadre de contrôle interne adéquat. La fonction de sécurité a été renforcée par les mesures suivantes: campagnes de sensibilisation à la sécurité; suivi du respect par les membres du personnel du FIDA des exigences obligatoires de sécurité; contrôle de la sécurité physique des locaux du FIDA dans le monde entier; organisation de formations sur la sûreté et la sécurité.

Nous avons par ailleurs mis à niveau notre système électronique de gestion des archives pour favoriser le partage des savoirs. Et nous avons renforcé nos partenariats avec les autres organismes ayant leur siège à Rome, ce qui a permis de réaliser des économies importantes par la tenue de la session du Conseil des gouverneurs du FIDA à la FAO, de réaliser des achats communs, de négocier auprès des compagnies aériennes des tarifs institutionnels compétitifs, de fournir des services d'impression au PAM et à Bioversity International, et de coordonner des activités relatives aux privilèges et immunités.

Catalyser les innovations

Nous considérons l'innovation comme un élément clé pour obtenir de meilleurs résultats, plus rapidement. C'est pourquoi le FIDA a créé, en 2019, l'Unité du changement, de la réalisation et de l'innovation (CDI). L'une des premières mesures prises par l'Unité a été le lancement du Challenge de l'innovation – un concours international ouvert aux membres du personnel du FIDA en vue de trouver de nouvelles idées audacieuses pour

L'adoption de nouvelles technologies nous permet de répondre aux besoins de nos partenaires de manière plus rapide et plus efficace

permettre au Fonds d'innover dans le cadre de ses opérations et de ses pratiques opérationnelles. Dix idées ont été sélectionnées au terme du concours pour être mises en œuvre grâce à un financement du FIDA de quelque 700 000 USD. Les projets présentés portaient notamment sur des applications dans les domaines de la blockchain, de la réalité virtuelle, du financement participatif et même sur un jeu de société.

Mais l'innovation ne consiste pas seulement à trouver de nouvelles idées, c'est aussi un vecteur de changements. Par exemple, en 2019, l'Unité a coordonné les mesures prises en réponse au Sondage mondial du personnel du FIDA pour réduire la bureaucratie et favoriser une atmosphère de travail positive. L'Unité a ainsi dirigé la première phase d'un exercice de reconfiguration des processus opérationnels visant à réduire la charge de travail du personnel et à favoriser l'efficacité.

Renforcer l'utilisation des technologies de l'information et des communications

Le recours aux nouvelles technologies nous permet de répondre plus rapidement et plus efficacement aux besoins de nos partenaires, comme en témoigne la poursuite du développement du Portail clients du FIDA (ICP). Ce portail, qui offre un guichet unique permettant aux clients d'effectuer leurs transactions de manière sécurisée avec le FIDA et d'obtenir des informations en temps réel, a évolué en 2019: désormais, outre la soumission des demandes de retrait, il permet le traitement des avis de non-objection, le suivi des contrats, la soumission des états financiers et la consultation de rapports détaillés. À la fin de l'année, il couvrait 76% des pays du FIDA ayant des projets décaissables, et avait permis le traitement d'opérations d'un montant total supérieur à 600 millions d'USD ainsi que la consultation quotidienne de rapports et de tableaux de bord.

Informations actualisées sur la mobilisation des ressources et les partenariats

En 2019, nous avons poursuivi la mise en place d'un cadre financier visant à associer les contributions à la reconstitution des ressources – qui demeurent le fondement du modèle financier du FIDA – à diverses formes de financement par l'emprunt de façon à pouvoir réaliser un programme de prêts et dons plus élevé et financièrement soutenable. C'est essentiel pour nous permettre d'amplifier notre contribution à l'élimination de la pauvreté (ODD 1) et de la faim (ODD 2).

Progrès relatifs aux objectifs de reconstitution des ressources

Pendant l'année, des progrès ont été réalisés par rapport à l'objectif de FIDA11, de 1,2 milliard d'USD. Au 31 décembre 2019, 94 pays avaient annoncé des contributions pour un montant total de 1 008,7 millions d'USD, notamment

des contributions de base, des contributions complémentaires non affectées pour le climat et la nutrition, ainsi que l'élément de libéralité des prêts de partenaires consentis à des conditions favorables.

Pendant l'année, des progrès ont été réalisés par rapport à l'objectif de FIDA11, de 1,2 milliard d'USD

Le prêt de partenaire consenti à des conditions favorables (PPCF) est un nouvel instrument d'emprunt approuvé durant FIDA11 pour compléter le cadre d'emprunt souverain, un instrument déjà existant, et mobiliser davantage de ressources concessionnelles qui peuvent être ensuite rétrocédées

à des conditions particulièrement favorables. En 2019, des accords de PPCF ont été conclus avec la Finlande, la France et l'Inde. Les instruments de contribution déposés (y compris les versements non assortis du dépôt d'un instrument de contribution) s'élevaient à 955,8 millions d'USD. Au 31 décembre 2019, les parts de compensation annoncées au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD) s'élevaient à 35,1 millions d'USD, laissant un déficit de 4,5 millions d'USD pour compenser intégralement le FIDA pour le principal non recouvré au titre du CSD, de 39,5 millions d'USD.

Le montant total des contributions, si l'on inclut les contributions de base, les contributions complémentaires non affectées pour le climat et la nutrition, la compensation au titre du CSD et l'élément de libéralité des PPCF devrait atteindre 1,1 milliard d'USD.

Le FIDA a signé 31 nouveaux accords relatifs à des contributions de fonds supplémentaires et sept accords portant sur des compléments avec 19 donateurs pour un total de 151,6 millions d'USD. Ces accords ont fortement contribué à nous permettre de dépasser nos objectifs de cofinancement, et d'appuyer les activités hors prêts comme la participation à l'élaboration des politiques qui soutient les activités opérationnelles du FIDA (voir l'annexe 1 pour plus de détails).

Les activités à appuyer dans le cadre de ces accords concernent, notamment:

- le Fonds fiduciaire régional de l'Union européenne en réponse à la crise syrienne (Fonds Madad);
- l'Italie, avec le Mécanisme pour les réfugiés, les migrants et les déplacés forcés, en faveur de la stabilité rurale (FARMS);
- le Danemark, pour accroître durablement les revenus, la sécurité alimentaire et la nutrition des agriculteurs marginaux, des petits exploitants et des microentrepreneurs au Bangladesh;
- l'Union européenne, pour soutenir la recherche agricole en Afrique, les investissements de la diaspora dans l'agriculture au Mali, et le renforcement des capacités des organisations paysannes;
- l'Allemagne et la Norvège, à l'appui du programme d'intégration du FIDA touchant aux questions relatives à aux jeunes et à la nutrition, respectivement;

- la Suède, à l'appui des travaux du FIDA dans le domaine des assurances;
- la France, en ce qui concerne le Réseau de financement et d'investissement en faveur des PME agricoles et de l'agriculture paysanne (SAFIN) et le deuxième Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP2);
- la France et l'Italie, pour la deuxième phase de la Plateforme pour la gestion des risques agricoles (PARM, Horizon 2);
- l'Islande, pour soutenir une activité de formation du personnel des projets dans le domaine de l'économie bleue.

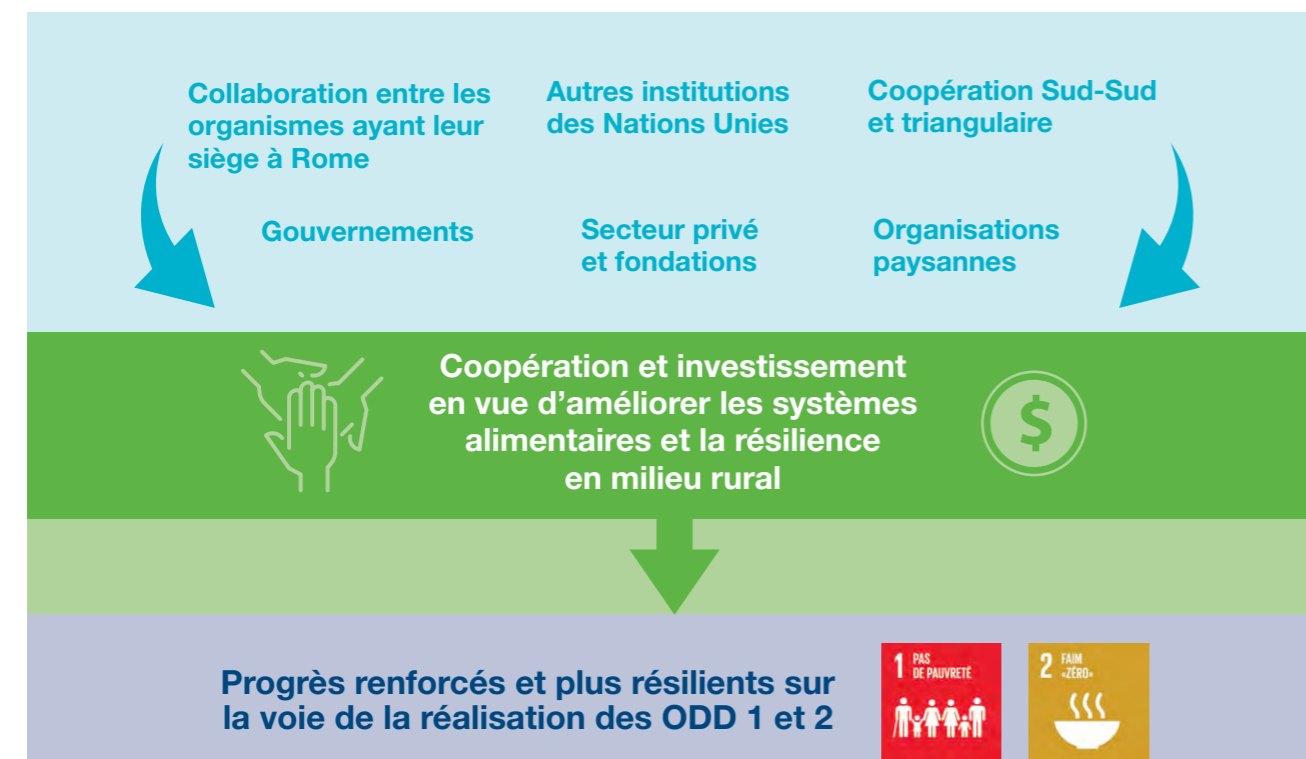
Développer des partenariats pour un changement positif

Nous continuons de renforcer nos efforts en matière de partenariats pour nouer des relations avec des organisations en mesure de nous aider à améliorer

Il est essentiel que les OSR collaborent pour relever les défis auxquels les systèmes alimentaires mondiaux font face

les conditions de vie des populations rurales. Les nouveaux partenariats nous permettent d'exercer une plus grande influence au niveau mondial pour promouvoir des changements positifs pour les populations rurales. Une étape clé a été l'annonce, en septembre, de la création de l'Alliance pour l'action alimentaire en collaboration avec le Forum économique mondial, dans le contexte du Sommet sur l'impact du développement durable. L'Alliance pour l'action alimentaire, mise en place par le FIDA et le Forum économique mondial, est un partenariat émergent entre les secteurs public et privé et les organisations internationales multilatérales, qui vise à obtenir de meilleurs résultats, plus rapidement et

FAIRE DAVANTAGE EN RASSEMBLANT DES PARTENAIRES



à grande échelle dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la nutrition, de la croissance inclusive et de la promotion de l'emploi décent, de la viabilité environnementale et de la résilience face aux changements climatiques, conformément au Programme 2030. Parmi les autres partenaires

Les nouveaux partenariats nous permettent de faire davantage en ce qui concerne l'exercice d'une influence au niveau mondial pour promouvoir un changement positif en faveur des populations rurales

du Fonds, il convient de citer l'Alliance pour une révolution verte en Afrique, la Banque africaine de développement, le Centre international d'agriculture tropicale et Rabobank.

De nouveaux partenariats ont par ailleurs été établis avec:

- la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures;
- la Banque brésilienne de développement;
- l'Institut international de recherche sur l'élevage;
- l'Association internationale de la sécurité sociale;
- le Korea Rural Economic Institute;
- le Royaume d'Arabie saoudite

Nous savons bien qu'il est essentiel de poursuivre l'approfondissement de notre collaboration avec les autres organismes ayant leur siège à Rome (OSR) pour relever, grâce à des approches complémentaires, les défis auxquels les systèmes alimentaires mondiaux font face. En mai, nous avons adopté un plan d'action commun au FIDA, à la FAO et au PAM. Les OSR mettent l'accent sur le

renforcement de la collaboration existante au niveau des pays – la FAO, le PAM et le FIDA ont organisé des visites conjointes sur le terrain, qui ont permis de mener des actions conjointes visant à développer de manière complémentaire les activités de chaque organisme. Après leur visite conjointe au Niger en 2018, les trois organismes ont présenté un plan d'action pour le Sahel lors de la réunion informelle de 2019 des organes directeurs des OSR.

Partager les savoirs grâce à la coopération Sud-Sud et triangulaire

La coopération Sud-Sud et triangulaire (CSST) est une approche essentielle en matière de coopération pour le développement qui est intégrée au modèle opérationnel du FIDA pour compléter son programme ordinaire. À cet effet, nous avons créé trois centres de CSST et de savoirs, à Addis-Abeba, à Beijing et à Brasilia, afin de réserver une place de plus en plus large à la CSST.

En 2019, le Mécanisme de coopération Sud-Sud et triangulaire Chine-FIDA a commencé à mettre en œuvre les huit projets approuvés à la suite de son premier appel à propositions en 2018. Au terme d'un second appel à propositions, en 2019, sept autres projets ont été sélectionnés. Le montant total des projets sélectionnés lors de ces deux appels à propositions est de 6,7 millions d'USD. Ces derniers portent sur des domaines tels que l'assistance technique, l'échange de savoirs, la coopération entre OSR et le développement des filières dans l'ensemble des cinq régions.

Gestion financière et transparence

Tandis que l'architecture financière du FIDA évolue pour appuyer sa contribution à la réalisation des ODD, les innovations institutionnelles en cours sur le plan technique et dans les domaines du financement du développement, de la gestion des risques, ainsi que les mesures prises en faveur de la transparence et de la lutte contre la corruption font l'objet d'une attention croissante. La transformation de l'architecture financière du FIDA l'aidera en outre à bien se positionner vis-à-vis des agences de notation financière, en partant des solides bases actuelles pour se rapprocher des meilleures pratiques des autres institutions de financement du développement.

S'appuyer sur les innovations récentes

En 2018, des travaux préparatoires avaient été réalisés en vue de la mise en place d'importantes initiatives, comme la définition des modalités relatives aux prêts de partenaires consentis à des conditions favorables, au Fonds ABC et à la stratégie d'emprunt prudente du FIDA. Ces travaux ont commencé à porter leurs fruits en 2019. D'autres évolutions ont eu lieu durant l'année:

- la décentralisation du personnel de gestion financière vers les cinq pôles régionaux;
- la création du Groupe assurance qualité, pour maintenir le plus haut niveau de qualité des données relatives à la gestion financière;
- l'expérimentation de nouveaux outils de financement, comme les prêts axés sur les résultats et les possibilités de préfinancement diversifiées.

Adapter le soutien financier aux besoins des pays

Une nouvelle initiative majeure a été l'entrée en vigueur du Cadre de transition du FIDA, qui vise à permettre aux pays d'obtenir le meilleur soutien financier possible à mesure qu'ils gravissent les échelons du développement économique. Des périodes d'introduction progressive des nouvelles conditions et de suppression progressive des anciennes sont instaurées pour permettre aux emprunteurs de passer d'une catégorie de crédit à une autre en s'adaptant sans heurts aux nouvelles conditions de prêt, moins favorables. Le Fonds doit donc améliorer et élargir la gamme de ses produits de prêts et hors prêts.

Gestion des risques financiers

Le FIDA continue de renforcer son cadre général de gestion des risques financiers et de contrôle interne. Parmi les initiatives qui ont été prises dans

Au titre des nouvelles grandes initiatives a figuré l'application du Cadre de transition du FIDA

ce domaine figurent le suivi des risques de crédit et de marché et la transmission d'informations en la matière, ainsi que la gestion des risques relatifs aux activités de prêt, de financement, de trésorerie et de tout autre risque financier touchant le bilan du FIDA.

En 2019, le FIDA a mis en place une solide Politique d'adéquation des fonds propres. Il s'agit d'une réponse naturelle à l'évolution du Fonds. La structure financière du FIDA, jusque-là fondée sur une approche axée uniquement sur la gestion des liquidités, repose désormais de plus en plus sur une stratégie de gestion de la solvabilité et des liquidités. Le FIDA a aussi actualisé son cadre de gestion actif-passif. Ce cadre permet au FIDA de continuer à renforcer la gestion de ses actifs et de ses engagements pour protéger son bilan et atténuer les risques financiers associés aux activités d'emprunt.

Une fonction renforcée de contrôleur jouant le rôle de deuxième ligne de défense a par ailleurs été mise en place en 2019 pour protéger le Fonds contre les risques opérationnels, financiers et d'atteinte à sa réputation, en particulier dans un environnement encore plus décentralisé où la délégation de pouvoirs est élargie.

Renforcement de la transparence et de la lutte contre la corruption

La transparence financière a aussi été renforcée au FIDA. Les états financiers des projets ayant fait l'objet d'un audit sont systématiquement publiés, de même que des données statistiques et des informations sur les opérations financières du FIDA. Par ailleurs, la nouvelle politique anticorruption du FIDA, qui applique une tolérance zéro à l'égard des pratiques répréhensibles dans le cadre des activités et opérations financées ou gérées par le Fonds, est entrée en vigueur en 2019. Outre la révision des instruments juridiques et opérationnels

et la communication avec les parties prenantes du FIDA – en particulier le personnel des projets et les fournisseurs –, une grande attention a été portée aux activités visant à former le personnel du FIDA et

La nouvelle politique anticorruption du FIDA, qui établit le principe de tolérance zéro à l'égard des pratiques interdites dans le cadre des opérations et des activités financées ou gérées par le Fonds, a été lancée en 2019

les consultants. Celles-ci comprenaient notamment un cours en ligne sur la lutte contre la corruption; une formation sur les techniques et les outils permettant de détecter et de signaler les pratiques répréhensibles; une formation dans le cadre du programme d'accueil du personnel.

Table des matières

- Avant-propos du Président
- Portefeuille en cours: Où intervient le FIDA
- Opérations internationales, par région
- Le FIDA en chiffres
- Coup de projecteur sur l'assurance qualité
- Mesurer les résultats et l'impact
- Perfectionnement du personnel
- Éléments marquants de l'action menée par le FIDA pour autonomiser les populations rurales
- Pleins feux: efficacité institutionnelle
- Informations actualisées sur la mobilisation des ressources et les partenariats
- Gestion financière et transparence

Annexe 1: Programme de prêts et dons en tableaux

Annexe 2: États membres et Gouverneurs du FIDA

Annexe 3: États financiers consolidés

Les versions intégrales du Rapport annuel en anglais, en arabe, en espagnol et en français sont disponibles à:

www.ifad.org/ar2019



Les appellations utilisées et la présentation du matériel dans cette publication ne constituent en aucun cas une prise de position du Fonds international de développement agricole quant au statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une zone ou de ses autorités, ou quant au tracé de ses frontières ou limites. Les appellations "pays développés" et "pays en développement" n'ont qu'une utilité statistique et ne reflètent pas nécessairement un jugement porté quant au niveau atteint par un pays ou un domaine spécifique dans le cadre du processus de développement.

La présente publication peut être reproduite en tout ou en partie sans l'autorisation préalable du FIDA, à condition que la source et le titre de la présente publication soient indiqués par l'éditeur et qu'une copie du texte publié soit envoyée au FIDA.






Photos de couverture: ©FIDA/Francesco Cabras, ©FIDA/Edward Echwalu

© 2020 Fonds international de développement agricole (FIDA)

Le FIDA investit dans les populations rurales, en dotant celles-ci des moyens de réduire la pauvreté, d'accroître la sécurité alimentaire, d'améliorer la nutrition et de renforcer la résilience. Depuis 1978, nous avons octroyé 22,6 milliards d'USD sous la forme de prêts à faible taux d'intérêt et de dons en faveur de projets qui ont bénéficié à quelque 513 millions de personnes. Le FIDA est une institution financière internationale et un organisme spécialisé des Nations Unies dont le siège est à Rome – centre névralgique des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.



Fonds international de développement agricole
Via Paolo di Dono, 44 - 00142 Rome, Italie
Téléphone: +39 06 54591 - Télécopie: +39 06 5043463
Courriel: ifad@ifad.org
www.ifad.org

 facebook.com/ifad
 instagram.com/ifadnews
 linkedin.com/company/ifad
 twitter.com/ifad
 youtube.com/user/ifadTV

ISBN 978-92-9072-998-3



9 789290 729983